



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

- - - - -

**Séance publique du
28/04/2015**

- - - - -

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Bienvenus dans le chaudron. Quel dommage que nous ayons perdu 1-0. Je voudrais demander à Mademoiselle Bodkin de bien vouloir nous rejoindre à la tribune pour faire l'appel. Et à Madame Dardé, Première Vice-Présidente, de bien vouloir venir à la tribune. Mademoiselle Bodkin, vous avez la parole.

Mademoiselle Bodkin procède à l'appel.

Mademoiselle BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc entamer cet ordre du jour.

Préalablement à cela, je vous donne deux ou trois informations. Vous avez devant vous un certain nombre de documents sur les bureaux. Avec une fiche sur les préventions des noyades, le programme de Lattara 2015-2016, le programme culturel du musée Fabre également.

Deux ou trois informations complémentaires. Une information qui concerne mon cabinet à la Métropole. Suite à l'élection des huit élus Départementaux de Montpellier, Romain Subirats, qui est chargé de mission, deviendra attaché du groupe au Département de l'Hérault pour assister, dans leur travail, les huit Conseillers Départementaux de la majorité municipale de Montpellier et présents, pour la plupart, ici dans cet hémicycle.

J'ai reçu un courrier de Noël Le Graët, prenant acte de la candidature de Montpellier pour l'organisation de la coupe du monde féminine de la FIFA 2019, pour le foot. Et il s'engage à soutenir la candidature de la ville. Madame Miralles, vous qui avez été avant-centre de l'équipe de Montpellier, vous pourrez être la marraine de l'événement.

Ensuite, j'ai reçu un courrier de Monsieur Alain Vidalies, Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, qui nous précise les financements pour la ligne à grande vitesse et pour les travaux.

J'ai également reçu, et je remercie Bernard Travier de nous avoir représentés au Louvre à Paris, pour la magnifique exposition « les Etrusques » pour laquelle il a passé un partenariat avec le Louvre. Initiant ainsi une collaboration féconde entre les lieux de culture et de patrimoine de la Métropole de Montpellier avec le Louvre et la ville de Cortone. Donc, merci à Bernard.

Ensuite, j'ai reçu également du ministère de la Culture le rapport d'étape sur le fonctionnement des médiathèques de la Métropole, où nous avons eu une excellente note et les félicitations du ministère de la Culture et de la Ministre Fleur Pellerin. Avec une augmentation de 27 % de la fréquentation des médiathèques depuis trois ans. Et j'associe évidemment l'action de Jean-Pierre Moure, de Gilles Gudin de Vallerin et de Nicole Bigas. Voilà pour les infos.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**Monsieur le Président**

Le Conseil de Métropole de ce jour comprend 81 affaires. Il y a trois affaires qui ont été ajoutées. L'affaire 4, hors commission, c'est le vœu pour le maintien de la Direction Régionale de l'Agence Régionale de la Santé sur Montpellier Méditerranée Métropole. Affaire numéro 5, c'est la filière santé, stratégie et structuration autour du projet Montpellier Capitale santé et c'est la délibération de principe et la création d'une commission spéciale. Et l'affaire 81, je vais commencer par celle-là si vous êtes d'accord avec la modification de l'ordre du jour. C'est le vote d'une subvention de 10 000 euros, au travers d'une association, pour toutes les populations du Népal qui ont souffert dans les événements tragiques que ce pays a vécu ces dernières

heures.

Est-ce que tout le monde est d'accord concernant cet ordre du jour ? Avez-vous des observations à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°81 : HORS COMMISSION - TREMBLEMENT DE TERRE AU NEPAL - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Vous le savez, le Népal a été victime d'un tremblement de terre et je commence en cela par l'affaire 81. Nous vous proposons donc d'attribuer une subvention exceptionnelle de 10 000 euros qui transitera par une association humanitaire, que nous avons choisie et qui est l'UNICEF. Je pense que personne n'est contre. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MARDI 31 MARS 2015

Monsieur le Président

Il s'agit de l'approbation du procès-verbal du 31 mars 2015. Vous avez pris connaissance de ce rapport. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Monsieur Boumaaz.

Monsieur BOUMAAZ

Monsieur le Président. Nous allons voter contre ce procès-verbal parce qu'il s'avère que l'intervention de Monsieur Calvat sur l'affaire 63 n'apparaît pas sur le procès-verbal. Et je pense que son intervention était très intéressante. Intervention d'un Maire qui n'est plus Maire, d'un Conseiller qui est obligé de vous demander la permission, pardon l'autorisation des travaux de voirie au sein de sa propre commune. Eh oui, c'est ça la Métropole, tout passe par vous, Monsieur le Maire Président. Donc, nous voterons contre le procès-verbal et l'intervention qui n'a pas été retranscrite.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. C'est la loi qui donne ces relations entre les communes et la Métropole, ce n'est pas moi-même. Ce sont les députés qui font les lois, ce ne sont pas les Maires ni les présidents de Métropoles. Mais j'accepte avec joie toute la sphère de pouvoir que vous m'attribuez de façon généreuse. Je mets aux voix le procès-verbal du 31 mars 2015. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Il s'agit de l'application de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Avez-vous des observations à formuler ? Je le mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION - VŒU POUR LE MAINTIEN DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'AGENCE REGIONALE DE LA SANTE SUR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Vous le savez, dans le cadre de la réforme territoriale et de la création de la grande Région – et Toulouse a été ce jour proposée comme capitale de cette grande Région – un certain nombre d'administrations d'Etat, mais pas que, doivent choisir et doivent être installées dans les Métropoles. Pour ce faire, l'Etat a mis en place des fonctionnaires préfigurateurs comme le Préfet de la future grande Région qui a été choisi comme préfigurateur. Il s'agit là du Préfet de la Région Midi-Pyrénées, Monsieur Pascal Mailhos. Ensuite, a été choisie la rectrice préfiguratrice pour la grande Région en Midi-Pyrénées. Et enfin, la Directrice de l'ARS, de l'Agence Régionale de Santé, Madame Cavalier de Midi-Pyrénées. Les affaires 4 et 5 sont liées.

Nous disons seulement que nous souhaitons ardemment que le gouvernement choisisse la Métropole de Montpellier pour y installer la future ARS Régionale. C'est un impératif pour le CHRU de Montpellier, pour l'ensemble des instituts, pour les universités et son ancienne faculté de médecine, la plus vieille du monde, pour son réseau d'hospitalisation privé, pour l'ensemble de ses chercheurs et notamment en cancérologie

qui sont à la pointe au niveau mondial. Ainsi, nous avons cru bon, Jaques Domergue et moi, de vous proposer ce vœu qui sera accompagné de l'affaire numéro 5 qui sera la création d'une commission pour faire de Montpellier la capitale santé de la grande Région. Nous prenons les devants. Nous disons que les préfigurateurs qui vont tous en Midi-Pyrénées, ce n'est pas une fatalité. Nous allons proposer et ces deux affaires le prouvent. Monsieur Domergue.

Monsieur DOMERGUE

Je vais donc lire le vœu et je vous remercie par avance d'avoir entendu cet appel qui émane de tous les professionnels de la santé dans les différents secteurs, que ce soit le secteur du soin, mais également celui de la recherche et ceux qui sont dans le secteur économique. Parce que la santé, c'est avant tout une source d'activité économique et Montpellier revendique avant tout cette image.

Monsieur le Président

Et c'est le premier pilier de la Métropole.

Monsieur DOMERGUE

Et c'est le premier pilier de la Métropole. Je lis donc le vœu.

« Monsieur Philippe Saurel, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte : Réunis en Conseil de Métropole, nous formons le vœu que l'Agence Régionale de Santé (ARS) de la nouvelle Grande Région soit installée à Montpellier.

Madame Monique Cavalier, Directrice Générale de l'ARS de Midi-Pyrénées, a été nommée Directeur Général préfigurateur de l'ARS pour la Grande Région. Le conseil des ministres l'a précisé : la désignation des préfigurateurs ne saurait prédéterminer la localisation des administrations.

L'organisation administrative de la Grande Région se structure autour des deux grandes métropoles, Toulouse et Montpellier. Nous souhaitons – ainsi que le Gouvernement l'a soutenu et conformément au vœu adopté conjointement par les conseils métropolitains de Toulouse et de Montpellier en janvier 2015 – qu'une répartition cohérente, équitable des activités et administrations soit trouvée. Nous pensons que c'est une condition nécessaire pour garantir le rayonnement de cette future région.

A ce titre, elle insiste particulièrement sur l'importance d'un maintien d'une Agence Régionale de Santé (ARS) de plein exercice sur son territoire.

Avec la plus ancienne faculté de médecine du monde occidental encore en activité (création de la première Université Médicale de France en 1289), Montpellier est historiquement un centre d'excellence dans le domaine de la santé. Autour de ce socle historique, s'est développé à Montpellier un tissu de compétences dans le domaine de la santé, aussi bien dans la recherche, les soins, la formation et le développement des entreprises. La réputation exemplaire de MONTPELLIER CAPITALE SANTE s'étend sur la ville, la métropole et la région.

La Région Languedoc Roussillon compte près de 60 000 étudiants dont 10 000 dans les sciences de la vie. L'excellence scientifique de la filière santé est reconnue en recherche clinique (CHRU de Montpellier) mais également fondamentale (présence des principaux organismes de recherche français : CNRS, INSERM ...). Avec près de 12 000 salariés, le CHRU de Montpellier est le premier employeur de la Métropole de Montpellier. Il compte parmi les établissements de soins les plus renommés de France, pour la qualité de la prise en charge des malades et des compétences techniques et humaines.

L'histoire médicale de Montpellier a donné naissance à un terreau favorable et à une culture propice aujourd'hui aux innovations autour de la santé. La concentration d'hôpitaux à la pointe, d'universités reconnues et de laboratoires de recherche de haute technologie favorisent les aventures entrepreneuriales dans ce secteur. De nombreuses pépites nées dans le giron de Montpellier, comme Intrasense (logiciels d'imagerie médicale) ou Medtech (robots d'assistance aux gestes chirurgicaux), cotées en bourse, ont aujourd'hui une destinée mondiale. La Métropole de Montpellier accueille aussi bien des leaders mondiaux,

tels que Sanofi, Bausch&Lomb, Horiba Medical, Bio-Rad, que de nombreuses jeunes start-up.

Enfin, avec un réseau de plus de 400 entreprises, majoritairement des PME innovantes, 8 universités et de nombreuses écoles formant 39000 étudiants, 400 laboratoires de recherche, 4 CHU et une Direction inter-régionale des recherches cliniques, le pôle de compétitivité Eurobiomed, qui regroupe les régions Languedoc-Roussillon et Provence Alpes Côte d'Azur, se positionne au rang des principaux clusters français et européens en Santé.

L'ébullition de matière grise du pôle santé montpelliérain fabrique l'identité de la ville et contribue à son attractivité. Chercheurs, médecins, hôpitaux, cliniques privées, laboratoires de recherche, grandes entreprises, start-ups, pôle de compétitivité, ... la filière santé constitue un secteur clé de l'économie à Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole affiche sa volonté de placer la SANTE au premier rang des piliers de son développement économique.

Le maintien de l'ARS à Montpellier est le premier signe en faveur d'une répartition équilibrée des champs de compétences entre les deux métropoles.

En charge de l'amélioration de la santé de la population et de l'efficience du système de santé, l'ARS est un acteur incontournable du projet « Montpellier Capitale Santé » ainsi qu'un partenaire de premier ordre pour l'ensemble des acteurs de la santé.

Enfin, établissement public autonome rattaché au Ministère de la santé, l'ARS Languedoc-Roussillon représente 400 emplois dont près de la moitié au siège, et constitue à ce titre un gisement important d'emplois publics de haut niveau.

C'est le signe que nous attendons du Gouvernement. Une décision contraire pénaliserait le bon développement de la Grande Région et serait vécu comme un obstacle par ses acteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir

- demander au Ministre de la Santé et au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du siège régional de l'Agence Régionale de la Santé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,*
- sensibiliser l'ensemble des acteurs de la santé du pôle métropolitain sur la nécessité que l'Agence Régionale de la Santé reste implantée en Languedoc Roussillon,*
- alerter le Gouvernement sur l'obligation d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.*

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer. »

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Jacques Domergue. Ce vœu, si vous le votez, sera relayé par un courrier qui sera adressé au Président de la République, François Hollande, au Premier Ministre, Manuel Valls et à la Ministre de la Santé, Marisol Touraine. Vous avez la parole. Monsieur Moure, Monsieur Grand, Madame Jamet, Monsieur Larue, Madame Marion, Monsieur Travier, Madame Danan, Madame Navarre et Madame Santarelli qui conclura. La parole est à Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, mes chers collègues. Bien entendu, je fais bien également l'approbation du vœu que vous proposez à l'assemblée. La santé, pour Montpellier, est un volet déterminant, capital, de ce qu'il induit en termes de vie au quotidien, de rappel à l'historique de la place de la médecine à Montpellier et d'avenir par rapport à tout ce qu'il induit également en termes de recherche, en termes d'emplois, en termes de qualité de services et en termes également de perspectives par rapport à ce que revêt d'importance la santé par rapport à l'ensemble de nos concitoyens. C'est important également au point de vue économique par rapport à tout ce qui concerne la recherche, les laboratoires, la valeur ajoutée qui s'implante sur un territoire où, à travers une ARS qui serait Régionale, on conférerait effectivement à ce territoire la place qui est la sienne et

qui est l'une de ses pépites.

Il en est une deuxième, qui est très voisine d'ailleurs en termes de santé de ce que l'on vient d'évoquer à travers ce vœu, c'est le rôle mondial de Montpellier pôle d'agronomie avec les milliers de chercheurs qui sont en place sur la cité montpelliéraine et sur son territoire. Et quand l'on regarde les problématiques du monde actuel en termes de santé, en termes de faim dans le monde, en termes d'équilibre des produits pour assurer le devenir de la planète, il est vrai que Montpellier a des atouts considérables par rapport à ça.

Alors, dans la période actuelle où l'on a des représentants administratifs préfigurateurs de ce que devrait être l'organisation du territoire dans les mois à venir, c'est une deuxième piste que je vous lance et je pense qu'elle est incontournable. Si Montpellier a été retenue comparativement à d'autres capitales mondiales qui étaient sur les rangs au moment où Montpellier a été retenue, je pense qu'il faut enfoncer le clou positivement. Et si Toulouse effectivement a ce volet industriel que personne ne lui renie, en termes par exemple d'aviation ou d'aéronautique, même si c'est un secteur qui souffre également, il est évident que Montpellier se doit de mettre en place, dans l'intérêt de la grande Région en devenir, ce qu'elle a de fort pour l'ensemble de son territoire au plan national et au plan international. Donc, je serais très favorable à ce qu'un vœu du même type soit élaboré, dans les meilleurs délais, pour que cette assurance soit confirmée sur le positionnement de l'agronomie sur Montpellier.

Et c'est un atout important parce qu'il induit beaucoup de choses. Quand on parle d'aéroport à Toulouse, on parle bien sûr de ce passé historique de Toulouse, on parle des résultats remarquables de l'aéroport de Toulouse-Blagnac. Mais je pense que l'ARS maintenue pour la grande Région à Montpellier, le pôle agronomie, ça maintient également les chercheurs, ceux qui de par le monde vont porter le savoir-faire montpelliérain. Et induisent également un lien très étroit entre le savoir-faire, la recherche, l'intellectuel et également ce qui correspond à la fabrication des matériels, des équipements et tout ce qui induit un développement économique.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Moure. Jean-Pierre Grand.

Monsieur GRAND

Monsieur le Président. Je vais être très bref. Je voudrais saluer cette démarche. Je voudrais saluer la part que va prendre Jacques Domergue qui est un médecin de renom, qui a d'importantes responsabilités et qui, sur ce sujet, est incontournable. Je voudrais vous dire que naturellement toutes nos forces devront s'unir et elles vont s'unir. Dans les jours qui viennent, comme vous le savez, le Préfet préfigurateur vient en préfecture. Nous allons donc pouvoir lui expliquer quelles sont les priorités qui pour nous sont incontournables. En ce qui me concerne, je verrai le président du Sénat, je verrai la Présidente de la commission des affaires sociales. Et à l'occasion du débat sur la loi NOTRe, je m'efforcerai de passer les messages qu'il convient.

Dans tous les cas, je sens qu'aujourd'hui tout le monde a compris que cette nouvelle Région, cette grande Région est d'une tout autre nature que les autres. Avec ses 5,6 millions d'habitants, avec des compétences qui s'élargiront, avec, je n'en doute pas et on y travaillera, des réformes institutionnelles qui la feront changer de nature, avec des obligations incontournables, avec le problème qui est le nôtre, dans cette grande Région, où nous avons aujourd'hui 550 000 demandeurs d'emploi et ça ne s'est pas arrangé ces derniers jours, je crois que la démarche que vous avez initiée, à laquelle vous avez associé toutes celles et tous ceux qui peuvent apporter leur poids, leurs compétences, leur éclairage, leur vision, est une très bonne démarche qui, j'en suis certain, portera ses fruits. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Grand. Concernant le Préfet de Midi-Pyrénées, Pascal Mailhos, il m'avait donné rendez-vous à Toulouse hier après-midi à 15 heures. Il a été empêché au dernier moment, il me l'a fait savoir par SMS en direct et je sais qu'il se rend à Montpellier dans une semaine, lundi prochain et il m'a demandé de le rencontrer à 11 heures. Alors, je le rencontrerai à la mairie. La parole est à Madame Jamet.

Madame JAMET

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je suis un petit peu choquée par la démarche que vous nous demandez d'engager aujourd'hui avec vous. Vous nous demandez d'adopter un vœu, et je n'ai pas l'impression que vous ayez vraiment compris la mesure de ce qui était en train de se passer. Alors, que le Président de la Région est décidé pour une vice-présidence...

Monsieur le Président

Vous verrez dans neuf mois si je n'ai pas compris.

Madame JAMET

C'est-à-dire ? Qu'êtes-vous en train de nous annoncer ?

Monsieur le Président

Je ne dis rien.

Madame JAMET

On ne peut pas continuer tout le temps dans des effets d'annonce. Vous avez fait copain coquin avec Monsieur Moudenc en nous expliquant qu'on allait voir ce qu'on allait voir. La politique, pour quelqu'un qui est depuis 20 ans dans le système, vous ne pouvez pas imaginer.

Monsieur le Président

C'est vous qui êtes dans le système. Vous avez un parti politique, vous donnez des investitures, vous retirez des candidats, vous donnez des blâmes à certains. Vous êtes un parti politique, vous êtes donc dans un système.

Madame JAMET

Nous sommes un parti organisé. Non, je vous parle du système, je vous parle des affaires.

Monsieur le Président

Vous êtes un parti organisé, c'est exactement ça.

Madame JAMET

Moi je vous parle de système et d'affaires, Monsieur le Président. Vous continuez de jouer avec nous comme si on était dans un monde de Bisounours, ce qui n'est pas le cas. Nous sommes dans une logique bruxelloise. Je vous l'avais dit, nous vous l'avons répété, nous l'avons martelé et c'est quand même assez douloureux, chaque fois, de s'apercevoir qu'on a raison. Les 3 000 agents qui vont être déplacés, on vous l'avait dit. Tout pour Toulouse, on vous l'avait dit. L'impact financier, économique, social de la fusion des Régions et de cette Métropole sur le territoire et ses 31 communes, on vous l'avait dit. Tout ça, le problème, ce que je vous reproche aujourd'hui, c'est d'avoir accompagné ce processus et de ne pas vous être battu contre ça. Alors, quand vous nous parlez d'intelligence territoriale, elle y est l'intelligence, ils sont là les talents, on a sûrement des capacités, mais personne ne les a défendus. Personne ! Les solutions préfabriquées, ça, c'est sûr. Mais ce qui est clair, c'est que c'est un arrangement, c'est un arrangement qui s'est fait avec Paris, avec Solférino où chacun, en se tenant par la barbichette, où chacun, en tirant à la courte paille a réussi à tirer le gros lot. Vous ne tirez pas le gros lot, c'est triste pour la Région. Mais moi, ce que je reproche à ce vœu...

Monsieur le Président

Vous n'allez pas me dire, Madame Jamet, que c'est Solférino qui me dit ce que j'ai à faire quand même ?

Madame JAMET

Non justement, je suis en train de vous dire que c'est Solférino qui est en train d'imposer sa volonté. Je suis en train de vous dire que l'homme du système depuis 20 ans aurait pu aussi voir arriver les choses comme nous vous l'avons dit. Et ce que je suis en train de vous dire, c'est que nous sommes en train de subir une politique UMPiste, aujourd'hui socialiste, mais avant tout européiste et c'est ça que nous payons, c'est le prix fort que nous payons. Pour moi, ce vœu, je suis désolée, c'est « on m'aurait menti ? ». Mais oui, depuis le début ! Nous, nous ne vous avons pas menti, nous vous l'avons dit et vous ne pouvez pas dire que vous ne vous y attendiez pas. Il n'y a pas de logique dans ce que l'on est en train de faire aujourd'hui, il n'y a pas de vision.

Monsieur le Président

Vous voterez donc contre alors ?

Madame JAMET

Il n'y a pas de conviction, il n'y a pas de détermination. Moi, ce que je voudrais vous entendre dire aujourd'hui et nous présenter, c'est une stratégie, c'est un ordre de bataille, c'est un ordre de mission, mais nous n'en sommes pas là. On commence avec la Marseillaise qui est quand même un chant de guerre qui est

assez fédérateur et qui veut dire ce qui veut dire, on est attaqué, il faut y aller tous ensemble et se battre. Et tout le long, vous nous jouez de la berceuse, du violon.

Monsieur le Président

La Marseillaise n'appartient pas au front national.

Madame JAMET

Non. Je ne vous écoute pas. Je suis en train de parler de choses qui intéressent les Françaises et les Français, les Languedociens et les Roussillonnais. Alors, si vous voulez gagner ce combat, donnez-nous un ordre de combat, donnez-nous une stratégie, donnez-nous des forces, donnez-nous des moyens. Mais écrire une gentille lettre à Monsieur Valls et à Monsieur Hollande qui d'ailleurs, paraît-il, tirent au sort 25 personnes pour pouvoir répondre gentiment, je crois que le père Noël, lui, répond systématiquement. Vous aurez sûrement plus de chance, mais certainement pas avec le gouvernement Valls qui veut parfaitement et qui a construit cette déconstruction de notre Région. Je trouve que tout cela n'est pas à la hauteur des espérances de nos concitoyens, de nos compatriotes et n'est pas non plus à la hauteur de cette assemblée.

Monsieur le Président

Madame Jamet, vous allez voter contre ?

Madame JAMET

Je suis en train de me tâter, mais je trouve que votre projet, votre vœu est totalement démagogique et j'ai l'impression que vous êtes en train de nous entraîner dans une spirale sacrificielle à laquelle je n'ai peut-être pas, effectivement, avec Djamel Boumaaz, la volonté de m'associer. Moi, voyez, je ne suis pas le loup de Vigny, nous ne sommes pas là pour mourir dignement, nous sommes là pour nous battre. Et je souhaiterais vous entendre dire « nous allons nous battre ».

Monsieur le Président

Donc, vous allez voter contre ?

Madame JAMET

Je ne voterai pas pour.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Monsieur le Président, chers collègues. Le mois d'avril 2015 qui s'achève restera, je le crains, dans les annales locales comme le début du déclin de notre territoire. Perte de la capitale Régionale, non-obtention de l'IDEX, perte possible de l'ARS – et je me joins bien évidemment au vœu que vous avez présenté – et bien d'autres encore. Risque de déclin politique, de déclin universitaire et de déclin administratif. Cette période coïncide, hasard du calendrier, avec le premier anniversaire de la nouvelle gouvernance. Une gouvernance qui communique à outrance, qui est revancharde, qui est centrée sur elle-même. Je suis personnellement convaincu qu'au-delà des facteurs exogènes, nous payons cher le prix de l'année qui vient de passer. Cette année a été consacrée au règlement de comptes politiques et à l'installation d'un pouvoir féodal. A l'exception de la qualification pour le premier tour de la French Tech, qui a été initiée par la majorité sortante, on ne retiendra rien de constructif pour le développement de notre territoire de cette année, au contraire même. Sous des apparences démocratiques, la mise en place du Parlement des territoires n'avait d'autre objectif que la préparation d'une candidature aux élections Régionales. J'ai été personnellement choqué par la mise en place de ce Parlement qui est, pour moi, en opposition totale avec nos institutions et la République. Les seigneurs féodaux ne peuvent pas, dans une République qui est une et indivisible, s'arroger le droit de créer une institution pour faire un contre-pouvoir à d'autres institutions démocratiquement élues. Nous payons ces coups de boutoir permanents contre le gouvernement, contre les députés, contre les autres collectivités. Je ne suis pas de gauche, vous le savez, mais je respecte les institutions, je respecte les députés de notre territoire même si je n'ai pas voté pour eux, je respecte le gouvernement même si je n'ai pas voté pour sa majorité, je suis républicain.

En attaquant systématiquement toutes ces personnes, vous avez affaibli notre territoire. Pendant que vous invectiviez, d'autres travaillaient. Vous pensiez que le Parlement des territoires, sorte de ligne Maginot, vous protégerait des dictats parisiens. Il a creusé notre perte. Pendant ce temps, nos amis de Midi-Pyrénées ont fait sans bruit leur lobbying, sans bruit certes, mais efficacement. Vous aviez soi-disant nommé un émis-

saire en la personne de Monsieur Lévi pour faire le lien avec Toulouse et parvenir à un équilibre des territoires. Bravo, beau résultat !

Je vais finir sur une note positive malgré tout. Il est peut-être encore temps de sauver ce qui peut l'être et pour cela vous avez besoin de vous focaliser totalement sur la défense des intérêts de notre territoire dans le cadre des fonctions pour lesquelles vous avez été élu. Je n'aurais pas l'audace, d'ailleurs, de vous rappeler vos engagements en la matière. Si tel est votre comportement, nous serons à vos côtés, bien évidemment. Sinon, sachez que vous nous trouverez constamment sur votre chemin pour défendre notre territoire et ses habitants.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention, Monsieur Larue. J'y répondrai tout à l'heure parce qu'elle soulève toute une série de questions qui remettent un peu en jeu les équilibres des différents groupes politiques. Madame Marion.

Madame MARION

Monsieur le Président. Je vais répondre au vœu de Monsieur Domergue. Vous pensez bien qu'en tant que Vice-Présidente de la Direction de développement économique je soutiens ce vœu formellement et très fermement. Avec Monsieur Domergue, nous sommes partis tous les deux, nous avons rencontré Madame Aoustin, Directrice générale de l'ARS, avec qui nous avons eu une conversation sur le projet santé. Et effectivement, elle soutient ce projet santé, il faut donc effectivement que cette ARS puisse rester sur la Métropole. Pendant que Madame Jamet se tâte, je voudrais lui préciser que ce vœu n'est pas une berceuse pour la simple et bonne raison que, depuis déjà six mois, nous réunissons tous les partenaires au sein de la Métropole et de la Direction de développement économique, que ce soit les universitaires, les entreprises, les personnels du CHU et toutes les personnes qui gravitent autour de la santé. Et que ceux-ci, en ordre de bataille, beaucoup de gens ont déjà travaillé et que le projet est prêt. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Monsieur Travier.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Bien évidemment, j'adhère totalement au vœu qui vient d'être lu. J'observe, comme Madame Marion, que Madame Jamet se tâte et elle a raison de continuer parce que depuis que je suis élu j'observe le comportement du front national, il est très simple. Sa participation à nos travaux, à la vie politique et à la construction d'une autre société se borne à s'abstenir ou voter contre. Donc, il m'est très difficile de comprendre à quoi correspond cette tactique. Ceci étant, le front national n'est pas ma préoccupation principale, je crois que ce parti en a suffisamment en ce moment et qu'il ferait bien, avant de donner des leçons de morale, de vérifier ses stocks d'or et de cesser de vivre du Parlement européen d'une manière éhontée, ce que tout le monde sait.

Ceci étant, Monsieur le Président, je comprends difficilement les propos de Monsieur Larue. En effet, pour le moment, s'il y en a un qui se bat pour nous, je crois que c'est vous et nous avec vous. Car, si j'observe la représentation nationale, je mets de côté le Sénateur Grand qui a, je crois, une autre intelligence des situations. Mais la représentation nationale ne nous aide nullement, ne porte pas la parole pour nous la plupart du temps, bien au contraire. Bien au contraire, fait ce qu'elle peut pour que nos projets n'aboutissent pas. Et je ne comprends pas que ces élus puissent agir de la sorte. J'ai lu, il y a deux ou trois jours dans la presse, que nous n'avions pas obtenu le label IDEX, ce qui est très grave, il faut donc remonter à l'assaut. Lorsque je lis qu'une députée déclare « quelle claque ! », j'en déduis qu'elle est ravie. Quand elle dit que le dossier était mal préparé, j'en déduis qu'elle aurait pu s'y atteler et peut-être faire profiter ceux qui ont préparé les dossiers de son expérience. Comment nos concitoyens peuvent-ils comprendre de tels propos et de tels comportements alors qu'il y a 750 millions d'euros en jeu pour nous, pour notre université ? C'est proprement inadmissible et insupportable. Tout ça signifie que les partis politiques, quels qu'ils soient, n'ont encore rien compris aux attentes de nos concitoyens et que nous avons nous l'obligation de continuer à faire ce que nous faisons sous votre direction et sous votre conduite. Il n'y a pas d'autre solution.

On a parlé de la santé aujourd'hui, j'ai envie de parler de la culture. La préfiguration du DRAC n'est pas à Montpellier, elle est à Toulouse. Il n'y a pas que ce sujet. Je reviens une nouvelle fois sur le sort de notre Cour d'appel. Vous avez été le seul, Monsieur le Président, à vous en préoccuper. Nous avons réussi à sensibiliser les avocats et les professionnels du droit il y a des mois. Il faut, je crois, que nous interroguions à nouveau Madame le Garde des sceaux pour savoir quels sont ses projets, car elle vide discrètement, mais

régulièrement cette cour d'appel de ses compétences. Nous avons perdu la gestion budgétaire depuis plusieurs années, elle est à Toulouse, pas à Montpellier. Nous avons perdu les affaires militaires, nous avons perdu les affaires de marques et de contrefaçons. Montpellier n'est pas un tribunal spécialisé. Que compte-t-elle faire de la cour d'appel de Nîmes et de Montpellier ? C'est le moment de réfléchir à une nouvelle fusion ou une collaboration entre les deux cours. L'activité juridictionnelle de la cour d'appel de Toulouse est inférieure à la nôtre, tout le monde le sait. Que veut-elle faire ? Quel projet pour la carte judiciaire à l'occasion de la réforme des Régions ? Il y a donc là de véritables questions. Moi, j'en appelle à nos députés, je pense qu'ils pourraient se mobiliser et être près de nous. Pour le moment, nous sommes bien seuls. Voilà ce que je tenais à dire.

Monsieur le Président

Madame Danan.

Madame DANAN

Monsieur le Président, chers collègues. Je crois que nous sommes dans un cas très précis d'urgence. Il s'agit d'un état d'urgence pour l'intérêt général. Vraiment, s'il est un dossier sur lequel nous devons tous travailler ensemble pour défendre cette identité pour Montpellier, c'est bien celui-là parce que nous avons déjà beaucoup d'avance, nous avons des arguments, nous avons des hommes et des femmes compétents, un rayonnement national, mais également international. Il est donc important que nous travaillions tous très vite ensemble pour défendre ce dossier. Santé et numérique, je ferais le pendant parce qu'actuellement, nous ne pouvons pas faire l'un sans l'autre. Et bien sûr que le front national dira qu'il avait annoncé la catastrophe, mais comme il n'annonce que des catastrophes tant qu'ils ne sont pas au pouvoir, ça n'en sera qu'une de plus, mais on vit bien avec. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Danan. Madame Navarre.

Madame NAVARRE

En tant que Conseillère déléguée à la prévention, je soutiens bien sûr complètement ce projet, ce vœu. Je pense que depuis des mois nous travaillons avec Madame Marion sur le projet santé et moi sur le domaine de la prévention et il est évident que nous allons tout mettre en œuvre pour que ce projet ait lieu et que ce vœu soit réalisable. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame Navarre. Madame Santarelli.

Madame SANTARELLI

Ce vœu, Monsieur le Président, est important, il faut que nous en soyons conscients, que nous dépassions un peu nos clivages politiques. Nous représentons ici l'ensemble de nos concitoyens. A titre personnel, la profession médicale que je représente est très attentive à ce vœu parce que, vous le savez, la santé est notre identité. Vous êtes là depuis le début à nous exprimer le vœu pour la Métropole de développer la santé, donc si l'ARS part à Toulouse, nous aurons forcément moins de chance de nous développer. Et il nous faut, pour que les citoyens le comprennent, que cette ARS reste à Montpellier. Donc, Monsieur le Président, il faut que tout le monde vote, ce jour, ce vœu.

Monsieur le Président

Merci, Madame Santarelli. Je rajoute Julie Frêche qui m'a demandé la parole, Monsieur Rouilleault. C'est trop important, il faut que tout le monde s'exprime sur ce sujet, c'est trop important. Je rajoute donc Julie Frêche, Monsieur Rouilleault, Madame Dardé et Monsieur Domergue, rapporteur. Et puis je ferai une petite conclusion. La parole est à Julie Frêche.

Madame FRECHE

C'est sur un détail. Ce serait bien que dans la période critique dans laquelle nous sommes et pour assurer le meilleur équilibre entre Montpellier et Toulouse dans la grande Région, il serait de bon ton que nos élus arrêtent de nous enterrer. Nous n'avons pas échoué à l>IDEX. Sur 20 candidats, 12 ont été éliminés, 8 ont été retenus, Montpellier a été retenue. Le jury a juste conseillé à Montpellier de requalifier sa candidature en I-SITE. La seule différence, c'est que l>IDEX a une vocation plus généraliste et l'I-SITE une vocation plus thématique. C'est une orientation stratégique. Personne ne sait aujourd'hui quelles seront les enveloppes financières pour lesquelles l'I-SITE et l>IDEX seront dotés. Si nos élus arrêtent de condamner Montpellier en disant « on a échoué à l>IDEX », pas du tout. Et en plus, j'ai entendu certains élus dire « on n'a pas

l'IDEX parce que Toulouse l'a ». Marseille a eu l'IDEX sur le premier round en 2011 et là, sur les 20 candidatures, 8 ont été retenues et 3 ont déjà eu l'IDEX dont Nice. Ça montre bien que dans une même grande Région, il peut y avoir deux villes qui sont IDEX. Je réagissais donc aux propos de Monsieur Travier auxquels j'adhère en grande partie. Mais de dire que Montpellier a échoué à l'IDEX, c'est totalement faux. Je pense que c'est vraiment le moment, dans cette phase de négociation, que les élus soient solidaires de la Communauté scientifique pour que Montpellier soit IDEX en janvier 2016. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Simplement, Monsieur Travier, Julie Frêche faisait allusion aux propos de Madame Le Dain, Conseillère Régionale et députée de l'Hérault qui disait « on a pris une claque ». Mais je pourrais faire aussi allusion aux propos de Damien Alary dans la Dépêche qui a dit « nous n'avons pas perdu, mais nous sommes menés 4-0 à la mi-temps ». Ensuite, Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Je voterai évidemment le vœu que vous présentez à l'instant. Et j'en profite pour rajouter le fait qu'une question me semble importante aussi, qui est la question de l'Education nationale. Dans la Région PACA, les deux Métropoles de Marseille et de Nice ont un rectorat, dans la Région Rhône-Alpes, les deux Métropoles de Grenoble et de Lyon ont un rectorat. En Région parisienne, compte tenu de l'ampleur de la Région parisienne, il y a trois rectorats. Je pense qu'il serait extrêmement important, dans le cadre de l'équilibre des pouvoirs entre les différentes Régions et en leur sein qu'il y ait deux rectorats pour la grande Région et que Montpellier ait évidemment l'un des deux.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Madame Dardé.

Madame DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues. J'avais hésité à prendre la parole sur ce sujet, certains d'entre vous connaissent mes anciennes fonctions. Donc, comment ne pas défendre l'ARS dans notre Région et ses fonctions quand on a été anciennement Directeur de l'ARH ? Je voudrais simplement, en m'associant à ce vœu, souligner que l'important, c'est d'une part le poids économique que représente une Agence Régionale de Santé. On a toujours tendance à représenter la santé comme des dépenses, mais c'est un facteur économique très important et c'est aussi aujourd'hui l'un des secteurs qui crée le plus d'emplois en France et qui va continuer à en créer dans les années à venir. Il y a tout un secteur de l'Agence Régionale de Santé qu'il faut souligner également, c'est tout ce qui concerne les personnes âgées et les personnes handicapées. On sait qu'aujourd'hui et demain, les politiques en faveur des soins de proximité pour ces personnes sont importantes et vont continuer à se développer. Je crois donc qu'il s'agit d'un élément à souligner. Notre grande Région doit pouvoir être un modèle exemplaire. Nous devons fédérer nos forces et je crois que les établissements hospitaliers, leurs pôles de recherche et leurs pôles cliniques ont tout intérêt à s'unir pour défendre ce beau projet. Je pense que nous y arriverons, nous avons des atouts essentiels. Et vous avez, auprès de vous, Monsieur le Président, une fervente défenseure de la future Agence Régionale de Santé pour la future grande Région.

Monsieur le Président

Merci, Madame Dardé. Jacques Domergue.

Monsieur DOMERGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je crois que le moment que nous vivons est un moment historique pour notre Métropole. Quand je dis historique, c'est parce que c'est à mon sens une question de survie économique de Montpellier et de sa place dans cette Région. Vous avez toujours prôné le caractère bipolaire des Métropoles dans le grand Languedoc et si nous perdions l'ARS, nous perdriions notre identité et notre âme. Toulouse a une identité forte, c'est l'aéronautique. Montpellier a une identité forte, c'est la plus vieille fac de médecine en exercice au monde. Et quand vous interrogez des étrangers à des milliers de kilomètres de Montpellier, pour ceux qui connaissent la ville, ils la connaissent essentiellement par son image santé et médecine. C'est ici que sont venus se former les médecins et ça, il ne faut pas l'oublier. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est un moment très important parce que si demain, on ne nous accordait pas ce que nous demandons, l'ARS à Montpellier, ça voudrait dire que l'on nous couperait définitivement la seule identité qui nous permet de nous différencier des autres.

Je m'explique. Toulouse, qu'est-ce que c'est par rapport à Montpellier ? Toulouse, c'est l'équivalent de Montpellier avec en plus l'aéronautique. Toulouse a beaucoup développé son activité, mais au détriment de

sa périphérie. Montpellier, qui s'est fortement développée, a laissé exister autour d'elle des villes qui ont une identité. Le risque de désertification de cette Région au profit de la capitale qui aujourd'hui définit Toulouse est extrêmement dangereux pour Montpellier. Et au-delà du transfert des fonctionnaires qui certes représentent un pouvoir d'achat, représentent des hommes et des femmes qui vont quitter notre Région, c'est l'identité économique et tout le tissu qui va avec et que draine la santé qui est représentée par ce vœu.

Alors, ce que l'on peut nous reprocher, c'est que peut-être le vœu n'est pas suffisamment puissant à la hauteur de l'intérêt que représente ce problème aujourd'hui. Je souhaiterais que nous votions à l'unanimité, même celles et ceux qui hésitent n'ont pas le droit d'hésiter longtemps. On peut se battre dans des querelles politiques, mais quand il s'agit de la survie d'une identité pour une ville, pour une Métropole, on n'a pas le droit d'hésiter. Il faut que l'on soit tous dans la même direction, que tous nous comprenions qu'il s'agit d'une unanimité nécessaire pour porter auprès des instances politiques – c'est le Conseil des Ministres qui va décider où sera positionnée l'ARS – que si nous n'obtenons pas l'ARS, Montpellier va décliner. Moi, je ne suis pas pessimiste. C'est vrai que ce qui a été dit par les uns et par les autres a un fond de vérité. Aujourd'hui, il vaut mieux se battre sur les dossiers économiques que sur les dossiers purement politiques. Mais l'économie, c'est ce qui va faire que demain les montpelliérains vont continuer à garder leur fierté, que demain Montpellier va porter haut et fort en France et dans le monde cette image de la santé.

Moi, ce dont je rêve, c'est que l'on nous dise « oui, on veut investir dans le domaine de la santé, c'est à Montpellier qu'il faut aller ». Montpellier a eu des heures de gloire, des hommes forts qui ont porté la santé au plus haut niveau. Euromédecine, ce n'était pas rien, que ce soit le parc Euromédecine qui aujourd'hui est désertifié, ou que ce soit le congrès fait par Georges Frêche, du même nom. Vous devez vous positionner dans cette stratégie, dans cette ligne. Et si demain il faut descendre dans la rue pour défendre l'ARS à Montpellier, il faudra le faire, il ne faudra pas hésiter, les professionnels sont prêts à cela. Il y va de notre identité, il y va de notre survie.

Monsieur le Président

Jean-François Audrin exceptionnellement.

Monsieur AUDRIN

Je ne serai pas très long. Je voudrais juste rebondir sur ce qu'ont dit Monsieur Domergue et Monsieur Moure. A savoir que je propose que l'on associe à cette démarche la biodiversité. En associant à cette démarche la biodiversité, on fait de Montpellier et de sa Métropole, la capitale de la nature et de l'humain. Je pense cependant que la démarche de Jean-Pierre Moure est assez intéressante et que l'agronomie...

Monsieur le Président

C'est la délibération d'après.

Bien, un petit mot pour terminer, si vous en êtes d'accord, rapide. D'abord, je remercie Jacques Domergue parce que ce vœu, nous l'avons conçu ensemble et c'était un engagement que j'avais pris avec lui, en tête à tête. Engagement tenu parce que c'est l'intérêt général, parce que c'est l'identité de Montpellier. L'ensemble des fonctionnaires préfigurateurs est en train de se formater et de s'installer en Région Midi-Pyrénées. Je vous en conjure, dans vos propos, faites attention. S'il y a bien une relation à protéger, c'est la relation intime, constructive, complémentaire, que nourrissent les villes de Toulouse et de Montpellier. La relation de villes sœurs Toulouse et Montpellier doit être protégée. En dehors de cela, on peut parler de Région et on peut parler Languedoc-Roussillon et on peut parler de Région Midi-Pyrénées. D'ailleurs, les organismes dont nous parlons, le Préfet préfigurateur, c'est un Préfet de Région. L'Agence Régionale, elle porte bien son nom. La DRAC, Direction « régionale ». Donc, ne nous trompons pas de cible. Il ne faut pas stigmatiser, dans nos propos, la relation Toulouse-Montpellier qui est excellente et qui, de la part de Jean-Luc Moudenc et de moi-même, doit être absolument préservée. Parce que notre avenir commun dans cette grande Région, et c'est le sens premier de la réforme territoriale, c'est qu'elle soit animée par deux grandes Métropoles puissantes économiquement. Et pour cela, elles ont besoin l'une de l'autre.

Le fait que l'ensemble des administrations aille s'installer à Toulouse, dans l'indifférence générale, n'est pas un hasard. Je cite rarement Georges Frêche dans le texte, mais là, je suis obligé. Et je vais vous rappeler un certain nombre de ses propos qui faisaient état du rapport de la DATAR, il y a 25 ans, conçue par le mari d'Elisabeth Guigou qui rayait carrément le Languedoc-Roussillon et Montpellier de la carte, au profit d'Aix-Marseille d'un côté et Toulouse de l'autre. Je vous rappelle que dans le cadre de la loi MAPTAM et de la création des Métropoles, seule Montpellier Capitale Régionale a été retirée de la loi des Métropoles obligatoires, ce qui m'a obligé à la concevoir, et ce fut un plaisir d'ailleurs, de façon démocratique. Mais

elle a été retirée. Et si aujourd'hui, Montpellier était au stade d'Agglomération et non pas de Métropole, non seulement nous aurions perdu de la DGF, de 60 à 45 euros par habitant. Mais en plus, nous n'aurions pu recevoir les compétences déléguées des Départements, des Régions et de l'Etat parce que notre statut nous l'aurait interdit.

Donc, Montpellier est dans le cœur de la cible, peut-être effectivement parce que nous sommes une terre de résistance. Mais il ne faut pas s'en plaindre, Monsieur Larue, au contraire. C'est quand même ici que trois députés, Jules Moch, Vincent Badie et Paul Boulet ont refusé de voter les pleins pouvoirs à Pétain. Ils auraient pu, comme vous le disiez tout à l'heure, obéir au corps d'Etat, obéir à l'ambiance générale, obéir à leur majorité pour ne pas faire de vague. Mais là, l'occasion était trop importante et ils ont été à la hauteur des événements historiques. Aujourd'hui, nous sommes à la hauteur des événements historiques. Et lorsque je fais remarquer aux députés socialistes qu'ils ne se bougent pas alors qu'ils sont au gouvernement, si ce n'est comme on l'a cité tout à l'heure, pour l>IDEX, de détruire le projet qu'ils ont eux-mêmes porté. Lorsque je dis que la parole de la Région et des Conseillers Régionaux n'est pas entendue par les Ministres sur un certain nombre de dossiers, ce n'est pas pour faire le malin, c'est seulement pour défendre le territoire. Ici, cela fonctionne comme cela et la politique, c'est aussi un rapport de force, ce n'est pas coucounet et coucounette, ce n'est pas le pays des Bisounours. Cela se fait sur des votes, sur des combats, sur des campagnes, sur des programmes et sur des affrontements. Et une fois que les résultats sont donnés, il convient de construire.

L'intelligence de ce dossier, de ce vœu, s'il est voté à l'unanimité, et je me contenterai même de l'unanimité des exprimés, il sera, comme l'a dit Jacques Domergue, et je partage ses propos, plus entendu, plus puissant, plus écouté. Et il y va de notre intérêt commun en dehors de toute appartenance politique, parce que là, ce n'est pas de politique politicienne dont on parle, c'est d'enjeux de territoires, c'est d'économie, c'est de générations, c'est d'universités, c'est d'enseignement, c'est d'identité, c'est d'emplois. Ce n'est pas ni de Solférino, ni de l'UMP, ni du front national. Je mets aux voix le vœu. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Madame JAMET

Nous ne participons pas au vote.

Monsieur le Président

Madame Jamet, je respecte votre position politique, je recommence le vote. Qui ne participe pas au vote ? 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Le vœu est adopté à l'unanimité et je vous en remercie.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – FILIERE SANTE - STRATEGIE ET STRUCTURATION AUTOUR DU PROJET MONTPELLIER CAPITALE SANTE - DELIBERATION DE PRINCIPE - CREATION D'UNE COMMISSION SPECIALE

Monsieur le Président

Il s'agit là de la création par une commission de Montpellier Capitale santé. Cette commission se fera autour d'acteurs que j'ai pressentis. Chantal Marion et Jacques Domergue, Caroline Navarre et Marie-Hélène Santarelli et ceux qui voudront bien les rejoindre pour structurer le premier pilier de la Métropole et de configurer par une délibération officielle et la création de cette commission spéciale. Je vous l'ai dit tout à l'heure, la santé, c'est le premier pilier de la Métropole. L'Agence de santé et son maintien sur le territoire étaient l'un des aspects, mais il faut lier à tout cela tout le segment économique, toute la recherche, tous les hôpitaux, les cliniques privées, l'ensemble des chercheurs, l'ensemble des soignants, l'ensemble des associations. Il faut arriver à faire cela et Katia Vidic, Présidente du Conseil de développement, qui était présente tout à l'heure et que je remercie pour sa présence, nous aidera dans cette tâche. Jacques Domergue a la parole, puis Chantal Marion.

Monsieur DOMERGUE

Monsieur le Président. Aujourd'hui, il faut mettre la vitesse supérieure et après ce vœu, voté à l'unanimité, et je vous en remercie, construire des compétences autour du projet Montpellier Capitale de la santé. Pour l'instant, on ne dit pas mondiale de la santé, mais il faudra peut-être y arriver. Pour cela, nous avons des personnalités qui s'imposent sur la ville, mais il va falloir aller chercher des compétences ailleurs, à l'étranger. Je vous l'ai dit l'autre jour, j'ai rencontré Bruno Strigini qui est le président monde de Novartis cancer, qui est une personnalité montpelliéraine très attachée à Montpellier et qui se propose, en tant qu'individu et pas au nom de son laboratoire, à travailler sur ce projet. Je suis certain que Bertin Nahum et

bien d'autres sauront se mobiliser pour travailler sur ce projet. Et je rencontre, jeudi projet, les responsables de l'hospitalisation privée, le doyen de la faculté de médecine de Montpellier, le Directeur du CHU de Montpellier et le président de Montpellier Université 1 et 2, qui également sont fortement mobilisés pour construire une *task force* autour de la santé. Parce que dire que Montpellier sera capitale mondiale de la santé, ce n'est pas suffisant, il faut le construire. Il faut le construire et il faudra que l'on soit imaginatif, que l'on soit convaincant, que l'on soit attractif. Si nous voulons demain que les entreprises s'installent à Montpellier dès qu'elles ont un projet santé, ce n'est pas uniquement parce qu'il y a un tissu universitaire qu'elles viendront. Il faudra que la Métropole prenne conscience qu'il faudra savoir les attirer. Et on n'attire pas des entreprises avec du miel, il faudra sûrement travailler sur les infrastructures, travailler sur le foncier, travailler sur les liens entre entreprises et recherche.

Donc, c'est tout le projet que nous avons commencé à travailler avec Chantal Marion qu'il faudra mettre sur pied et sur lequel nous allons faire appel à candidature pour que cette *task force* se construise et soit extrêmement puissante et pertinente.

Monsieur le Président

Merci, Jacques Domergue. Lorsque l'on sait que 130 000 emplois sont liés à la santé sur notre territoire, ça n'est pas une paille. Madame Marion.

Madame MARION

Monsieur le Président. Je rejoins évidemment ce qu'a dit Monsieur Domergue et ce que vous venez de dire. Il ne faut pas perdre de vue que le CHU est notre premier employeur et l'université, depuis qu'elle est unique, est le deuxième employeur. C'est donc quelque chose d'important.

Concernant les entreprises, j'ai pris mon bâton de pèlerin depuis quelque temps, il y a des entreprises importantes telles que Bausch & Lomb, Horiba Medical ou BioRad qui sont partantes pour entrer dans ce projet. Et puis évidemment, je ne vais pas vous rappeler que tout ce qui touche la French Tech est très important et toutes les entreprises qui touchent à la French Tech dans le domaine de la santé, toutes ces pépinières – où j'étais encore hier et aujourd'hui – font partie des personnes qui vont nous accompagner, qui sont nos meilleurs ambassadeurs et qui sont prêtes à construire ce dossier de Montpellier Capitale santé, ayant travaillé déjà avec eux depuis que je suis élue. Et avec Monsieur Domergue, avec Madame Navarre et Madame Santarelli, je pense qu'avec quatre politiques qui vont suivre ce dossier, nous arriverons à monter un projet qui sera vraiment digne de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. C'est l'occasion de vous remercier publiquement une seconde fois pour votre investissement au-delà du réel. Vous avez la parole. Madame Jamet. Qui souhaite s'exprimer ? Il n'y a que vous, Madame Jamet, allez-y.

Madame JAMET

Il s'agit de questionnements. Je rappelle à Monsieur Travier que si nous ne sommes pas d'accord, c'est qu'évidemment, ça ne lui aura pas échappé, nous ne sommes pas dans le même parti. Je suis d'accord avec vous, nous ne sommes pas là pour faire une guerre qu'elle soit de ville, de Région, etc. C'est justement en politique qu'il y a les vraies batailles. Ceci étant, je vous rappelle encore une dernière chose, les propos de Monsieur Da Silva, c'est « on fait ce qu'on veut, estimez-vous heureux qu'on vous laisse parler parce que de toute manière, la décision est prise ». Donc, vous pouvez continuer de rêver. Ceci étant, tout à l'heure, puisque nous ne sommes en effet pas tout à fait dans le monde des Bisounours.

Monsieur le Président

Qui est Monsieur Da Silva ?

Madame JAMET

C'est le porte-flingue de Monsieur Valls.

Monsieur le Président

Le premier fédéral des Yvelines.

Madame JAMET

Non, c'est celui qui tient la commission des lois et qui s'occupait de la fusion des Régions et qui a fait semblant de recevoir les représentants du Languedoc-Roussillon à la Région pour essayer d'avoir notre avis.

Monsieur le Président

Arrêtez de taper sur les socialistes, Madame Jamet.

Madame JAMET

Oui, et sur Valls aussi, ça n'est pas gentil. Comme je le rappelle, nous ne sommes pas dans le pays des Bisounours. Tout à l'heure, Monsieur Larue a été assez rude avec vous, au début. Ça commençait mal, après ça s'est bien terminé et je vous ai entendu dire, « dites-moi, est-ce que nous ne nous sommes pas mis d'accord sur certains points avec votre groupe ? » Alors, est-ce que ça remettrait en question éventuellement la nomination de Monsieur Domergue à cette commission ou bien ça n'avait rien à voir avec ça ?

Monsieur le Président

Je n'ai pas compris la question, Madame Jamet.

Madame JAMET

Tout à l'heure, quand Monsieur Larue s'est montré un petit peu rude, mais il est cohérent, il vote UMPS et tout ce que vous votez. Mais à la fin, vous vous êtes un peu agacé et vous avez dit « mais dites-moi, ne nous sommes pas nous mis d'accord ? »

Monsieur le Président

Mais c'est normal que Monsieur Larue attaque. D'ailleurs, Monsieur Domergue lui a répondu.

Madame JAMET

Voilà, « tais-toi, ta gueule ».

Monsieur le Président

Il lui a dit exactement « il faut descendre dans la rue ».

Madame JAMET

Voilà, ça, c'est des actions.

Monsieur le Président

Si personne ne souhaite s'exprimer. Je vous en prie, allez-y, Monsieur Pastor.

Monsieur Eric PASTOR

Monsieur le Président, mes chers collègues. J'aurais souhaité, en tant que responsable du projet pour l'autonomie santé, pouvoir contribuer au sein de cette commission.

Monsieur le Président

C'est d'accord, comme nous l'avons indiqué à Cyril Meunier, Maire de Lattes. Madame Danan.

Madame DANAN

Monsieur le Président. Je souscris complètement à cette stratégie, bien sûr, elle est cruciale pour nous tous. Et je souhaiterais apporter mon énergie au niveau de cette commission.

Monsieur le Président

Vous connaissant depuis longue date, je connais votre acharnement à défendre les dossiers, Madame Danan. Donc, vous êtes la bienvenue. Madame Dardé pour la conclusion.

Madame DARDE

C'est une conclusion qui est un début, Monsieur le Président. Je voudrais dire que nous avons en effet tous conscience qu'il faut rassembler toutes les forces vives de la Région autour de cette thématique santé. Je ne voudrais pas que l'on focalise uniquement sur Montpellier. Nous avons la chance d'avoir, dans cette Région, d'autres villes universitaires comme Nîmes. Nous avons un tissu hospitalier d'établissements de santé qui est très important : Béziers, Narbonne, Perpignan, Alès, etc. Différence de Toulouse qui n'a quasiment que Toulouse et très peu de secteurs hospitaliers sur l'ensemble de son territoire. C'est donc une force vive qu'il faut rassembler. Je crois que Monsieur Domergue, avec Madame Marion, va s'y employer. En tout cas, je suis aussi tout à fait favorable pour participer à cette réflexion et à cette proposition. Les professionnels de santé, comme Monsieur Domergue, je le confirme, sont avec nous, ils vont nous apporter leur soutien. Toutes les manifestations, qu'elles soient dans la rue ou pas, je crois qu'ils sont prêts à venir avec nous pour apporter leur soutien à cette création d'une commission pour défendre ce beau projet qui est un beau projet.

Je suis sûre que nous avons beaucoup de chances et que nous allons le gagner.

Monsieur le Président

« *Thank you, Kate. The right woman at the right place* ». Je mets aux voix. Qui ne veut pas prendre part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité totale.

AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION – PRINCIPES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MUTUALISATION DES SERVICES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET DES 31 COMMUNES AU SERVICE DU PROJET DE TERRITOIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Max Léviata.

Monsieur LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues. La Métropole est maintenant créée, elle existe. Elle existe parce que vous l'avez voulue, Monsieur le Président, ainsi que vous venez de le déclarer. Nous vous avons suivi, nous en avons décidé ainsi et nous l'avons même votée. Maintenant, il nous faut la faire vivre non seulement au quotidien, mais encore pour le futur que nous voulons construire. J'ajoute à cette déclaration préliminaire que nous sommes tenus par la loi de présenter notre démarche de mutualisation des services. Et cette démarche, ce que je vous propose c'est l'art et la manière de construire cette mutualisation, elle fera l'objet d'un vote. C'est donc l'objet de cette délibération qui nous est proposée. Je vous propose une démarche, je vous propose une organisation et je vous propose une méthode. Voilà les trois points qui sont à l'intérieur de ce vœu. Sur la démarche, elle s'organise pour répondre à deux objectifs essentiels : construire une organisation d'abord capable de relever les défis du mandat et améliorer la coordination et la cohérence des politiques publiques au sein du bloc communal en privilégiant la transversalité dans les réponses que nous avons à proposer aux habitants et aux usagers.

Le deuxième point, c'est une administration rassemblée. Nous avons à gérer trois types de services. Il y a les services proprement municipaux qui resteront dans chacune des 31 communes de notre Métropole pour les compétences qui restent strictement communales. Il va y avoir des services métropolitains qui vont gérer les compétences qui ont été transférées à la Métropole. Et puis il y a un troisième type de services qui sont les services mutualisés pour un certain nombre de fonctions, qui sont des compétences ou des fonctions et donc pour lesquelles nous aurons partagé les compétences et les travaux à faire.

Donc, le second point, c'est une organisation qui a bien été prévue, vous l'avez souligné, dans la création de la compétence, c'est la structuration d'une coopérative de services aux différentes communes, sur un certain nombre de points à définir. Qui portent par exemple sur les affaires juridiques, l'aménagement opérationnel, les plans de sauvegarde, etc.

Et le troisième point qui est dans cette délibération, c'est la méthode de travail pour garantir les points que nous avons annoncés : la transparence, l'équité et l'association active de l'ensemble des parties prenantes à cette construction de Métropole. Il s'agit donc d'associer d'abord l'ensemble des élus de cette assemblée, cela pourra se faire au travers d'un groupe de travail qui pourra être dédié. De rassembler l'encadrement, c'est-à-dire l'ensemble des Directeurs, des chefs de service et les Directeurs généraux des services de nos 31 communes. Le troisième point, ce sont nos agents qui seront directement informés au travers d'un support de communication interne. Et enfin, en quatrième lieu, c'est bien entendu les organisations syndicales qui seront invitées à participer au comité de suivi dédié à cette démarche.

Voilà, je pense, le sens profond de la délibération qui vous est proposée ce soir.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Léviata. Simplement, rajouter une petite phrase supplémentaire qui concerne l'agenda, le timing. Le schéma de mutualisation doit absolument être voté en décembre 2015 au plus tard. Nous sommes donc, par cette délibération, sur la voie de la mutualisation. Et un certain nombre de commissions travaillent, à l'intérieur de la Métropole, avec les élus en charge des dossiers et notamment Pierre Bonnal, Vice-Président, Maire du Crès que je remercie, pour atteindre ce schéma de mutualisation en temps réel. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Jamet, puis Monsieur Bonnal.

Madame JAMET

Alors, évidemment, nous ne sommes ni hypocrites ni incohérents. Donc, je vais quand même expliquer un

peu notre réponse à Monsieur Lévida puisque nous ne sommes d'accord ni avec la démarche ni avec la méthode et nous ne voyons pas les améliorations. Contrairement à ce que vous dites, je pense que l'on ne fait pas mieux avec moins, au contraire. Je pense que cette organisation des services municipaux métropolitains et mutualisés est surfaite. J'en veux pour preuve, quand on parle de mutualisation, on le verra, je crois, à l'issue des prochains rapports, du transfert de responsables de l'urbanisme de Montpellier qui passent dans le giron de la Métropole. Je crois que nous en avons discuté et justement j'avais demandé « qu'advient-il des responsables à l'urbanisme dans les autres communes ? » Et on m'a répondu « ils feront autre chose, s'ils sont bons, on les garde », enfin peu importe.

Monsieur le Président

Je vous réponds là-dessus. Les trois personnes du service urbanisme qui passent à la Métropole sont positionnées, dans notre institution aujourd'hui, pour suivre la création des PLU, la révision des PLU des communes. Et il faut pour cela des personnels tout à fait formés pour pouvoir donner les Conseils éclairés aux Maires et aux Conseils municipaux. Ça ne veut pas dire que, d'ailleurs, dans les autres communes il n'y ait pas de personnel éclairé et certains, à terme, pourraient aussi être acteurs de la Métropole. Parce qu'il y a 31 PLU à refaire et derrière, il y a le schéma de cohérence territoriale à recomposer. C'est un vrai boulot.

Madame JAMET

Bien sûr. Donc, vous m'expliquerez où est la mutualisation, où sont les économies ? Moi, ce que je constate, puisque je suis seule à parler et peut-être pour d'autres, qu'il y aura plus de dépenses pour les communes. Et ça, je crois que l'on pourra en reparler pour de nombreux sujets, et de moins en moins de compétences. D'ailleurs, je tiens encore une fois à revenir là-dessus, je ne trouve pas normal que désormais tous les noms soient affichés sans qu'il n'y ait plus un seul nom de commune et que toutes les communes aient disparu. Je pense que c'est là ce que nous avons dénoncé dès le début et ce qui me semble le plus dommageable pour notre identité, pour nos diversités. Et je crois qu'au regard du travail que font les Maires, même si aujourd'hui on leur demande de faire de plus en plus avec de moins en moins, la moindre des choses ce serait de laisser leur nom.

Et le dernier point, c'est une formule éculée, « quand c'est flou, il y a un loup », etc., mais « association active de l'ensemble des parties prenantes », est-ce que je dois comprendre que l'on parle de réunions ? « Groupe de travail politique dédié », on a l'impression de voir un rapport de l'Education nationale avec le milieu aquatique profond standardisé quand on veut parler d'une piscine. Moi je crois que quand l'on veut noyer un peu le poisson, on rentre dans de telles sémantiques. Nous voterons donc contre bien évidemment, et tout ça au nom, aux intérêts et pour la défense de nos communes et des Montpelliéraines et des Montpelliérains.

Monsieur le Président

Madame Jamet, merci de votre intervention. Je donne la parole à Monsieur Rouilleault qui me l'a demandé, puis Monsieur Meunier qui, entre-temps, s'est dévoilé. Monsieur Revol, Monsieur Domergue et Monsieur Bonnal conclura.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais simplement souligner l'un des aspects très positifs, et il y en a beaucoup, de cette délibération qui nous est proposée, qui est le souci d'associer, par un comité de suivi – c'est au moins la proposition qui leur est faite – d'associer les organisations syndicales. Donc, d'aller au-delà de ce que la loi exige en la matière. Et on sait par expérience que quand il y a des fusions, des scissions, des changements de compétences entre institutions, il y a toujours des inquiétudes légitimes, c'est extrêmement important de le faire. Maintenant, évidemment, la condition pour que ça fonctionne bien, c'est que les élus prennent le temps de trouver des bons compromis sur tous ces sujets qui sont évidemment sensibles. Enfin, là, c'est plutôt l'ancien Directeur de l'ANACT qui parlait.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Monsieur le Président. Comme a dit Max tout à l'heure, nous l'avons voté et nous y sommes allés volontairement. Alors, c'est vrai, certains de nos collègues ne l'ont pas voté, ils ne le souhaitaient pas, mais la majorité d'entre nous l'avons voté et nous sommes entrés en Métropole.

Tout d'abord, je vais dire à Madame Jamet que l'économie de charge, quand l'Etat a largué en rase cam-

pagne les communes en matière d'examen des permis de construire qu'ils faisaient gratuitement, nous avons pris la décision, à l'Agglomération, de mutualiser pour la plupart d'entre nous. Vous êtes montpelliéraine, vous ne le savez pas, parce que Montpellier, Castelnau et Baillargues ne l'avaient pas souhaité. Mais la majorité d'entre nous avons souhaité mutualiser l'examen des permis de construire avec du personnel commun. Ça se passe merveilleusement bien depuis et ça nous a fait faire des économies énormes. Donc, la mutualisation des services est nécessaire. Vous n'êtes pas sans savoir que nous sommes en situation de crise avec des ressources des collectivités locales qui fondent comme neige au soleil, avec des DGF qui fondent comme neige au soleil. La DGF, c'est la dotation globale de fonctionnement, dotation que nous donne l'Etat. 400 000 euros pour ma commune par an pendant trois ans. On vous a donné la somme au niveau de la Métropole. Il y a un grand nombre de communes qui n'ont pas une taille critique suffisante pour assumer tous les besoins de leurs concitoyens, c'est vers ça que l'on doit tendre. Et le travail politique qui nous attend à nous les élus, c'est dans ce travail de configuration de nos futures méthodes de travail, de nos futures procédures, veiller à deux choses. La première, survivre dans une situation économique compliquée. La deuxième, donner satisfaction à nos citoyens. Un, en leur donnant une réponse de proximité que seuls les Maires et les adjoints pourront donner en s'appuyant sur des services. Ces services seront ceux de la mairie ou ceux de la Métropole, mais ils seront à disposition des citoyens. Si nous arrivons à trouver les méthodes de travail qui rassurent tout le monde, nous aurons rempli notre tâche et notre mission d'élus.

Dernier point, ça va être compliqué, évidemment que ça va être compliqué, ça va être terriblement compliqué. On sait tous depuis le début que l'on va avoir des disparités de salaires entre les employés qui resteront à charge de nos communes et ceux qui rentreront à la Métropole parce que les rémunérations et les avantages à la Métropole sont plus importants ou plus intéressants. Mais à côté de cela, c'est vrai que la démarche identitaire de rentrer au service de sa propre commune ne sera peut-être pas aussi facile à percevoir pour certains de nos employés. Donc, c'est vrai qu'il faut travailler avec nos différents DGS, nos différents chefs de service, nos syndicats pour que tout cela se passe dans un climat qui rassure et le citoyen et les personnes dont nous avons la responsabilité en temps qu'élus, c'est-à-dire nos fonctionnaires. Voilà ce que je voulais vous dire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Quelques mots pour reprendre des éléments que j'ai déjà dit ce matin en Conférence des Maires. Comme vous le savez, mon Conseil municipal et moi-même avons voté contre le passage en Métropole, dans le cadre d'un débat qui a été approfondi dans cette assemblée et de manière publique. La majorité des communes et donc ce Conseil s'est prononcé pour la Métropole. Le problème n'est plus là, le problème qui se pose à chaque élu, c'est comment il permet, par l'organisation qu'il met en place, tant au niveau de la Métropole qu'au niveau des communes, d'assurer le service public en garantissant les principes républicains d'égalité de tous à ce service public. Et donc, la réflexion qu'il faudra mener, dans le cadre des mutualisations possibles sur différents sujets, devra préserver ce principe et préserver la liberté pour les communes de suivre cela et d'exercer directement leurs compétences. De ce point de vue, avant de discuter des mutualisations futures, nous sommes actuellement à l'œuvre, les uns et les autres, sur la mutualisation de compétences qui sont d'ores et déjà transférées. Et la plus importante d'entre elles pour les communes, c'est certainement celle de la voirie, car, comme chacun sait, la voirie est une question dans laquelle nous vérifions particulièrement la proximité avec les citoyens. La plupart de nos communes ont mis en place, notamment les communes hors Montpellier, des dispositifs qui font que lorsque l'un de nos concitoyens constate le matin un problème de voirie il peut, en avertissant la commune, obtenir dans la journée une intervention. Et nos concitoyens sont très attachés à ce service public de proximité.

Il est maintenant de compétence métropolitaine. Il nous faut donc réfléchir à une organisation. Le débat est engagé – et c'est pour ça que j'ai accepté de travailler avec Pierre Bonnal sur ce sujet, parce que c'est important – pour mettre au point un dispositif qui permette la plus grande proximité et qui permette notamment aux communes de rester des maîtres d'œuvre même si c'est une compétence métropolitaine. Cela est à construire et ça nous permettra de garantir ce service public. Une fois que nous aurons fait cette tâche sur la voirie, nous prendrons service public par service public et nous chercherons à être à la hauteur de la situation.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Revol. Monsieur Domergue.

Monsieur DOMERGUE

Monsieur le Président. Je ne ferai pas un plaidoyer contre la Métropole, vous vous en doutez bien, parce que je pense qu'il n'y a que comme ça que l'on peut s'en sortir et sur la mutualisation. Par contre, ce que vous nous proposez aujourd'hui, c'est en fait une mise en commun de quelques Directeurs ou de quelques directions. Et ce dont nous avons besoin pour nous prononcer, même si on peut se prononcer sur le principe, c'est d'avoir plus de précisions sur la façon dont les choses vont se faire. C'est-à-dire qu'il nous faudrait avoir un échéancier, il nous faudrait avoir les directions qui vont être fusionnées, le devenir des personnels, parce que bien évidemment les personnels sont concernés. En gros, un système type préfiguration comme cela se fait actuellement au niveau de la Région et que vous devez appliquer au niveau de la Métropole. Donc, c'est vrai qu'aujourd'hui ce chapitre-là est un peu une coquille vide par rapport à ce que cela doit devenir. Il faut que l'on sache les échéances pour pouvoir se prononcer réellement.

Monsieur le Président

Il s'agit d'un document d'étape sur la voie du schéma de mutualisation qui doit être voté avant décembre 2015, schéma de mutualisation dans lequel vous trouverez tous les éléments qui seront construits peu à peu par la négociation permanente avec les Maires. Monsieur Bonnal pour conclure.

Monsieur BONNAL

J'allais répondre à mon voisin, mais vous l'avez fait. C'est le 31 décembre l'échéance. René Revol, chaque fois tu prends presque la mouche. Simplement, sur l'exemple qu'il a bien fait de retenir, sachez quand même que sur la voirie, c'est 440 équivalents temps plein, ce qui doit faire un peu plus de personnes physiques à transférer le plus rapidement possible. Donc, nous y travaillons, ça prend du temps, il y a toute une réflexion à mener. Il faut d'abord mettre à plat tout le système de rémunération et d'application du statut. C'est normal, il y a des possibilités qui existent, certains les utilisent d'autres pas, mais tout ça est tout à fait légal.

Ce que je voulais dire, c'est que nous avons commencé à travailler aujourd'hui à 12 heures 30 jusqu'à 13 heures 45. La prochaine réunion pour tous les Maires est programmée le 12 mai, dans ces locaux, à 14 heures 30. Le mois de mai, vous le savez tous, est un mois un peu particulier et vous connaissez l'échéance que nous avons fixée ce matin, le 8 juin, il faut que l'on soit parvenu à ces modalités globales d'organisation, à les avoir au moins globalement définies. Et au fur et à mesure, en travaillant avec les DGS et les Directeurs des services techniques, nous arriverons à bâtir quelque chose, je pense, avant même le 31 décembre. Merci.

Monsieur le Président

Et la Conférence des Maires qui fera suite à la commission de Pierre Bonnal aura lieu – je l'ai dit ce matin, mais comme tous les Maires n'étaient pas là, je le redis ce soir – le 8 juin de 9 heures 30 à 14 heures. Je mets aux voix l'affaire 6. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité moins 2 voix.

AFFAIRE N°7 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CREATION D'UNE REGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE – FORME JURIDIQUE – STATUTS – DOTATION INITIALE – APPROBATION

Monsieur le Président

Nous abordons là les affaires inhérentes à la mise en place de la régie publique de l'eau que René Revol va nous décrire. Ça va de l'affaire 7 jusqu'à l'affaire 15. Préalablement à cela, et parce que nous avons souhaité que la régie publique de l'eau soit une personnalité morale à fonctionnement propre, comme à Paris, comme à Grenoble, et qu'elle puisse bénéficier d'un contrôle citoyen, je vais demander à la Vice-Présidente déléguée à l'évaluation des politiques publiques et à la citoyenneté, Eliane Lloret, Maire de Sussargues, de faire le chapeau introductif. Parce que la citoyenneté et le développement social qu'elle sous-tend sera partie intégrante, si vous en êtes d'accord, et je le proposerai aux Maires en Conférence des Maires, du septième pilier de la Métropole. Actuellement, la Métropole possède six piliers. Je proposerai que cette façon de procéder, qui pour moi est une source de développement local, la citoyenneté, soit le septième pilier, parachevant ainsi l'œuvre démocratique de la construction de notre édifice commun. Eliane Lloret.

Madame LLORET

Monsieur le Président, chers collègues. A votre demande, j'ai souhaité aujourd'hui dresser un bilan d'étape des réflexions que nous menons au sein de la Métropole pour la construction d'une politique ambitieuse de participation citoyenne. Vous le savez, à l'occasion de la transformation de l'Agglomération en Métropole, vous avez souhaité me confier cette délégation très transversale, la participation citoyenne, la performance et l'évaluation des politiques publiques. Depuis le mois de janvier, j'ai réuni à deux reprises la commission dont j'ai la charge et j'ai entamé une série de rencontres thématiques avec les Vice-Présidents de la Métro-

pole pour esquisser ce qui pourrait être demain notre projet commun en matière de démocratie participative. Avant de vous présenter la feuille de route qui pourrait être proposée, il me semble important de m'arrêter un instant sur le sens et les objectifs d'une politique métropolitaine de participation citoyenne.

Si nous nous mobilisons aujourd'hui sur ce sujet, c'est parce qu'il est urgent et essentiel d'œuvrer à une refondation de notre pacte démocratique, le Président le rappelle régulièrement dans ses interventions. La progression constante des extrêmes et de l'abstention, la perte de crédibilité de nos dirigeants politiques dans les enquêtes d'opinion comme le pessimisme de la société française dans sa capacité à se projeter collectivement montrent sans ambiguïté que notre pays traverse actuellement une crise politique sans précédent. Dans ce contexte, nous avons su dessiner une alternative, sur l'impulsion du Président, en construisant ensemble une Métropole démocratique. Cette Métropole consentie et non pas imposée, comme vous l'avez souvent dit, était révélatrice d'une reconnaissance et d'un espoir. Reconnaissance d'une démarche qui respecte chaque Maire et chaque commune dans son identité, quelles que soient sa taille et sa couleur politique. Espoir qu'une gestion coopérative de l'institution – un Maire une voix – au-delà des clivages partisans, permette de mieux servir le territoire.

Ce pacte de confiance qui constitue désormais la base de notre projet métropolitain est une façon résolument nouvelle de faire de la politique. Il repose sur trois principes simples. D'abord, se parler, car la communication, le dialogue, les échanges, bref l'intelligence collective est essentielle pour mieux concevoir et décider. Coopérer ensuite, car vous le savez, il faut être réaliste. Il faut désormais faire mieux avec moins. Les mutualisations dont nous venons de parler à l'instant et les coopérations constituent les moyens essentiels d'y parvenir. Servir et non pas se servir enfin, car c'est aussi un rôle essentiel que nous avons, nous, élus, à être exemplaires dans la gestion des deniers publics au service des habitants de tout notre territoire.

Aujourd'hui, nous souhaitons aller plus loin en proposant une nouvelle citoyenneté métropolitaine qui pense et organise la place des citoyens dans l'ensemble de nos politiques publiques, tout cela en lien étroit avec les Maires, premier maillon de la relation aux habitants, comme le rappelle le pacte de confiance. Cette politique métropolitaine de participation citoyenne vise à améliorer nos modes de construction, de mise en œuvre et de suivi de nos politiques publiques en impliquant davantage le citoyen à différents niveaux en fonction des sujets et des projets. Davantage d'information, de consultation, de concertation et parfois même, pourquoi pas, de coélaboration.

Le travail que nous proposons d'engager aujourd'hui ne part pas d'une feuille blanche. Nous avons su montrer, avec la mise en place de la régie de l'eau que va nous présenter Monsieur Revol, et du Conseil citoyen qui lui est associé, qu'il était possible d'innover dans les pratiques de participation citoyenne. Il nous appartient désormais d'élargir cette ambition à l'ensemble des politiques métropolitaines. Pour mener à bien cet ambitieux chantier, nous soumettrons à l'approbation du Conseil, en principe en fin d'année, une charte métropolitaine de la participation citoyenne – il en existe d'autres en France – qui précisera les objectifs et les modes de fonctionnement de cette démarche.

L'élaboration de cette charte reposera sur une large mobilisation des forces vives de notre Métropole selon quatre voies que je vous propose. Dans un premier temps, un questionnaire que nous allons adresser aux Maires, ils devraient normalement le recevoir d'ici quelques jours. Ce questionnaire permettra de faire un état des lieux, d'appréhender leurs pratiques et leur vision en matière de participation citoyenne. Dans le même temps, des rencontres avec l'ensemble des Vice-Présidents, qui ont d'ailleurs débuté. Ensuite, des débats au sein de la commission dont j'ai la charge. Nous en avons déjà eu deux et j'invite tout le monde à y participer, en tout cas au niveau des élus, quand ils le souhaitent. Et enfin, pourquoi pas une consultation du Conseil de développement présidée par Katia Vidic. Je profite donc de l'occasion qui m'est offerte pour inviter l'ensemble des membres du Conseil intéressés par cette dynamique à s'associer aux travaux de notre commission.

En conclusion, je voudrais rappeler cette conviction que je partage avec le Président, oui, une autre façon de faire de la politique est possible. Oui, il existe des alternatives à la guerre inépuisable des institutions et des partis politiques. Oui, les citoyens de notre pays peuvent se réapproprier l'avenir. Cette république citoyenne, coopérative et imaginative, que nous appelons de nos vœux, nous l'expérimentons au sens de la Métropole de Montpellier. C'est avec elle que nous reprendrons en main notre destin et que nous reconstruirons pas à pas la démocratie. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Eliane. Merci pour le travail et merci pour la façon de faire, un grand plaisir de travailler avec vous. René Revol, affaire numéro 7.

Monsieur REVOL

Monsieur le Président, chers collègues. Les délibérations qui sont devant vous aujourd'hui visent à établir de manière définitive en adoptant le statut juridique de cette régie, en nommant son Conseil d'administration, en la dotant financièrement pour qu'elle puisse commencer son activité et en nommant son Directeur. Cette assemblée, il y a un an, nous a donné un mandat et ce mandat a été, je vous le rappelle, adopté à l'unanimité des exprimés, de mettre en place une régie publique de l'eau sur le territoire de la Métropole. Je précise que cette régie concerne bien sûr les communes dont les contrats s'achevaient fin 2014. Les 13 communes : Montpellier, Juvignac, Grabels, Lattes, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone, Montferrier, Prades-le-Lez, Jacou, Vendargues, Saint-Brès, Sussargues. Et donc, ces 13 communes représentent 80 % de l'activité de distribution de l'eau potable et 337 000 habitants. Ce n'est donc pas négligeable. Pour les autres communes, 9 sont rattachées au syndicat Garrigues Campagne, 9 autres au syndicat Bas-Languedoc dont les contrats se poursuivent jusqu'à fin 2021. Nous assumons donc notre responsabilité par rapport aux contrats qui s'achèvent. Nous avons mené ce mandat d'abord en menant une négociation pour obtenir un avenant aux avantages de la collectivité permettant au délégataire, Veolia, de poursuivre l'activité pendant un an le temps que nous mettions en place cette régie.

Parallèlement, nous avons demandé et négocié avec l'Etat l'autorisation de le faire ainsi. Cette autorisation de l'Etat nous est arrivée à la dernière minute, début octobre et la négociation a été menée avec Veolia. Et je voudrais rendre hommage ici aux services de la Métropole qui ont mené avec nous cette négociation puisque nous avons obtenu que la rémunération du délégataire pendant un an soit baissée pour fournir, comme vous vous en apercevez aujourd'hui, la même qualité de service. Puisque sur 1,29 euro que paye l'usager par mètre cube, dans la délégation précédente, en 2014, le délégataire était rémunéré 1,19 euro et la collectivité avait 10 centimes. Aujourd'hui, le délégataire est rémunéré 0,69 euro ce qui lui permet d'assurer son activité et la différence revient à la collectivité. Cette différence nous permet d'ailleurs de pouvoir continuer notre effort d'investissement au même rythme dans le renouvellement des réseaux et nous permet de mettre en place la régie cette année sans avoir à demander un centime de plus ni à l'usager ni au contribuable. Nous nous mettons donc en place.

J'insiste, et je vais dans le sens de ce qu'a dit Eliane juste avant moi, sur la mise en place dès le début, le 25 juin 2014, d'un Comité citoyen de suivi de mise en place de la régie qui, comme vous le savez, rassemblait pour un quart des élus venant de la commission eau, un quart de représentants d'associations citoyennes, environnementales et d'usagers, un quart de chercheurs et d'universitaires et un quart de représentants du personnel soit du délégataire soit de la collectivité ici. Je voudrais rendre hommage à toutes ces personnes qui ont travaillé et continuent de travailler - car le Comité continue de travailler - qui ont assisté à ces séances. Je vous informe que ces séances ont été filmées, certains d'entre vous m'ont dit qu'ils avaient suivi les débats et que ça les avait passionnés. Cela a d'ailleurs permis à des milliers de citoyens de se connecter sur le site de l'Agglomération, puis de la Métropole, et par là même d'exprimer leur contrôle sur les débats publics qui s'étaient menés. Ce débat s'est mené de manière franche et ouverte sur différents sujets. Il y a eu trois séances publiques et différents ateliers qui se sont tenus. L'un de ces débats a porté sur la ressource en eau, nous en avons parlé ici et délibéré fin décembre. Le débat a porté également sur les statuts de cette nouvelle régie. Débat fort intéressant, très ouvert et qui a abouti au fait que le Comité citoyen de suivi s'est prononcé à une très large majorité pour constituer une régie à autonomie financière et à personnalité morale. C'est donc ce que l'on vous propose aujourd'hui d'acter par cette délibération.

Je précise que pour ce qui est d'une activité industrielle et commerciale opérée par un opérateur public, il est interdit de faire une régie directe, depuis le décret Poincaré de 1926. Donc, pour ce type d'activités, les seules régies légales sont soit des régies à simple autonomie financière qui restent au sein de la collectivité, mais cette autonomie financière est indispensable. Cela signifie qu'elle ne peut pas vivre d'autres ressources que de la vente de son activité. C'est le fameux principe de l'eau qui paye l'eau. Soit, elle a non seulement l'autonomie financière, mais elle obtient aussi une personnalité morale. Et c'est ce que nous avons décidé de faire comme c'était le cas à Grenoble, comme c'est le cas à Paris et dans de nombreuses régies, parce que c'est la constitution d'une véritable régie.

Les deux motivations principales qui nous ont guidés à faire ce choix, c'est premièrement justement qu'il s'agit de mettre en place une activité industrielle et commerciale et que, pour cette activité-là, il faut une personnalité morale à cette régie pour qu'elle ait la réactivité, la capacité d'action, l'initiative nécessaire. Pour qu'elle puisse obéir aux principes qui ont été annoncés dans ses statuts. Les principes économiques : assurer la distribution de l'eau de manière constante et continue. Les principes écologiques : assurer le renouvellement de cette ressource, la préservation de cette ressource. Des principes sociaux : en faisant que

tous les citoyens aient accès à l'eau à commencer par les plus démunis d'entre nous. Ces différents principes qui sont posés dans les statuts, elle devra y obéir et les mettre en place. A partir de là, cette régie est en route sur ces principes-là.

Mais le deuxième argument, et qui va dans le sens d'une autre gouvernance citoyenne, c'est que, à la différence d'une régie à simple autonomie financière, une régie qui a également la personnalité morale est dirigée par un Conseil d'administration. Et ce Conseil d'administration, la loi nous l'impose. Il est composé d'une majorité d'élus, mais il y a également, avec voix délibérative, des représentants des consommateurs, des associations, des chercheurs et des représentants du personnel.

C'est pour cela que la délibération qui va suivre vous présente un Conseil d'administration – le Président vous présentera les noms qu'il propose à votre vote – qui est composé de 14 élus. Je tiens à signaler que sur les 14 élus qui vous seront proposés, nous respectons le principe de parité homme/femme. De 4 représentants des associations, qui lui aussi peut respecter le principe de parité homme/femme. D'un représentant du monde universitaire, qui lui ne peut pas respecter ce principe puisqu'il est seul. Et d'un représentant du personnel. Je tiens à signaler d'ailleurs que le personnel délégataire s'est déjà réuni et nous propose déjà un nom, ce qui signifie qu'ils adhèrent à cette démarche en question.

Donc, nous contribuons par là même à créer une légitimité politique au fonctionnement de cette régie. A la fois une légitimité représentative puisque, par l'intermédiaire des élus, le suffrage universel – et n'oubliez pas que c'est lui qui nous a commandé de faire une régie puisque c'est le mandat que nous ont donné les électeurs – pourra s'exprimer. Mais aussi une légitimité participative en permettant aux citoyens de continuer à intervenir. Mais nous n'en resterons pas là d'ailleurs parce que certains d'entre vous ont manifesté le fait que ceux qui ne sont pas directement dans le périmètre de la régie souhaitaient aussi être associés à la gouvernance de l'eau. Nous avons donc décidé de mettre en place, comme c'est d'ailleurs le cas pour les Eaux de Paris, un observatoire de l'eau. Observatoire de l'eau qui permettra de rassembler tous les acteurs qui sont liés à la gouvernance de l'eau. Et je m'adresse ici aux communes, et il y en a déjà plusieurs qui sont venues me voir, qui ne sont pas dans le périmètre de la régie et qui font partie de notre collectivité et qui pourront ainsi être associées à cette gouvernance de l'eau. Mais également, nous nous adressons à ceux qui sont en dehors du territoire de la Métropole puisque finalement, les réserves d'eau d'obéissent guère aux frontières administratives. Et donc, je salue par exemple le fait que nous avons déjà obtenu l'accord des représentants de l'Agglomération de l'Etang de l'Or ou de la Communauté de communes du Pic Saint-Loup pour participer à cet observatoire de l'eau. Et puis d'autres encore pour que l'on ait une vraie discussion sur comment nous préservons cette réserve. Nous avons une chance extraordinaire sur Montpellier, c'est d'avoir cette ressource de la nappe phréatique du Lez qui est extrêmement importante. Mais elle est précieuse, c'est notre bijou, nous devons y veiller. Et pour ça, il nous faut un vrai travail collectif pour ceux qui habitent et qui sont sur ce territoire. Nous mettrons donc en place cet observatoire de l'eau lors d'une prochaine délibération. Ainsi, la régie sera accompagnée, elle recevra des avis, elle aura un éclairage qui sera intéressant et pourra rendre compte, par là même, à cette assemblée de son action.

Un autre point, c'est Schumpeter qui disait un jour que dans toute innovation, il y avait un double sentiment. Il y avait d'un côté l'enthousiasme de la découverte et de la nouveauté, mais qu'il y avait toujours la crainte d'une perte. Je voudrais m'adresser à ceux qui auraient le sentiment d'une perte. En effet, vous pourriez penser qu'en faisant une régie à personnalité morale, la collectivité perdrait sa maîtrise sur ce secteur politique qui est important pour elle qui est le service public de l'eau. Et cette crainte est recevable et il faut l'entendre. D'ailleurs, pour y répondre, il suffirait d'aller interroger la Direction de l'eau et de l'assainissement de la ville de Paris et de savoir comment ils ont vécu le passage des délégataires. Je vous rappelle qu'avant 2005, le Nord de Paris était pour Veolia et le Sud pour la Lyonnaise, c'est ce qu'on appelle la concurrence. Et quand vous interrogez ces personnes, elles vous disent que depuis que la régie des Eaux de Paris est menée, la collaboration est beaucoup plus forte, le travail commun de service public est beaucoup plus commun parce qu'on a les moyens de partager des valeurs et de mener ce travail ensemble.

Aussi, nous allons mettre en place une convention d'objectifs pour que les choses soient très claires. Et d'ici l'automne, nous allons pouvoir adopter ici, dans notre Conseil, la convention d'objectif qui encadrera, de manière pluriannuelle, l'action de la régie. Comme d'ailleurs, ça s'est fait parfois tardivement, mais nous, nous le faisons avant même que la régie se mette en place. Ce qui est d'ailleurs assez exceptionnel, une convention d'objets où la collectivité va fixer et tracer le chemin général en fonction d'une politique de l'eau que nous pouvons avoir.

Ce chemin, c'est le prix et d'abord fixer le prix. Donc, la collectivité, nous fixerons à l'automne un prix pla-

fond dans lequel devra s'inscrire la régie, comme ça se fait ailleurs. Et je signale à ce sujet que nous n'annoncerons pas aujourd'hui de baisse des prix. Mais nous avons la conviction, depuis que nous travaillons sur ce dossier, que lorsque l'on regarde le compte d'exploitation du délégataire, lorsque l'on regarde le compte d'exploitation de la future régie une fois que nous l'aurons bien achevé, nous avons la possibilité de baisser le prix de l'eau sur Montpellier. Mais cette baisse du prix de l'eau, que nous pourrions annoncer en octobre, à partir du 1^{er} janvier 2016, cette baisse sera une baisse que nous allons faire dans un cadre extrêmement responsable. Cela signifie pour nous que nous devons maintenir un niveau d'investissement qui permette d'être fidèle à notre Schéma Directeur et puis surtout nous permettre une amélioration du rendement du réseau. Le réseau actuel de Montpellier et des villes concernées par la régie est de 80 %. Cela signifie que lorsque vous mettez 100 litres au départ, il n'arrive que 80 litres chez les particuliers. Ce taux, quand je le compare avec d'autres grandes collectivités de notre Région, il n'est pas mauvais, il est même relativement correct, puisqu'il y a des collectivités qui sont à 60 ou 70 % de rendement. Mais il n'est pas suffisant, car c'est une chose essentielle, l'eau est un bien précieux. Il nous faut d'ailleurs commencer une réflexion sur une économie circulaire de l'eau, dans notre façon de concevoir notre urbanisme. On en parlait avec Madame Jannin, ce sont des sujets sur lesquels nous allons travailler. Donc, nous allons préserver cette ressource en eau. Donc, assurer une diminution maximum des fuites est tout à fait essentiel si on veut pouvoir préserver cette ressource. Nous allons donc maintenir le même niveau d'investissement et nous allons nous fixer des objectifs très clairs que la régie pourra appliquer.

Donc, à partir de là, je pense que nous avons devant nous un chantier tout à fait intéressant à porter. Et je voudrais maintenant faire allusion au personnel. Pour notre régie, l'évaluation qui a été portée par tous ceux qui nous accompagnent sur ce chantier amène à environ 85 personnes. Naturellement, la grande majorité de ces 85 personnes viendront du délégataire. Je vous signale que la discussion a déjà commencé avec eux, qu'un protocole a été mis au point pour mener cette discussion. D'ailleurs, la loi nous fait toute une série d'obligations pour le transfert de ce personnel et nous assumerons les responsabilités que nous impose la loi. Mais je suis assez frappé par le caractère positif des personnels qui veulent mettre leurs compétences au service de la collectivité parce qu'ils ont un métier, ils sont attachés à leur métier, leur métier pour eux a de la valeur et ils veulent le mettre en valeur dans le cadre de notre régie. Nous traiterons donc ces questions et nous vous tiendrons informés de l'évolution au niveau des personnels.

Enfin, il a fallu aussi choisir le nom de la régie et nous avons lancé, sur les réseaux sociaux et sur le site, une consultation dans laquelle beaucoup ce sont exprimés. C'était très intéressant et à la surprise générale, les noms qui arrivent en tête arrivent avec un vote ex aequo. Je vais vous donner le résultat. C'est Aqua d'Oc et Régie des eaux de Montpellier. J'ai donc une proposition tout à fait consensuelle à faire, c'est que nous appelions notre Régie Aqua d'Oc et en dessous, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Ainsi, c'est le nom de notre régie.

Donc, vous avez conscience que nous avons tous ensemble ici un défi. Je tiens à rendre hommage à l'ensemble des personnels de la Métropole, à tous les élus, les différents Maires qui se sont mobilisés sur cette question et qui sont venus parce que nous avons voulu construire ça de manière pratique, de manière concrète. Et aussi à tous les membres du comité citoyen de la commission eau, de tous les élus qui dans les communes sont passionnés par la question de l'eau. Ils ne pourront pas être dans le Conseil d'administration, puisque le Conseil d'administration, de par la loi, ne peut avoir dans les élus que des élus métropolitains, mais je sais qu'ils seront dans l'observatoire de l'eau, qu'à chaque fois, les réunions sont pleines à craquer. Je sens un enthousiasme dans cette affaire et nous allons donc essayer de mettre cette gouvernance citoyenne, cette capacité à faire une démocratie participative. D'ailleurs, à ce sujet, je vous conseille vivement d'aller acheter l'ouvrage que mon ami, Dominique Rousseau, vient de sortir qui s'appelle « La démocratie continue », lui qui a été prof très longtemps à Montpellier. Et je pense que c'est ce que nous mettons en œuvre aujourd'hui à travers la mise en place de ce type de régie. Et puis, derrière, nous apportons une démonstration, enfin, nous apporterons, je l'espère et nous allons tout faire pour, que le service public peut être aussi efficace que le privé tout en étant plus juste et plus écologique. Je vous remercie.

Monsieur le Président

AquaDoc, régie des eaux de Montpellier. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Jamet, Monsieur Penso, Monsieur Rico. La liste est close. Madame Jamet.

Madame JAMET

Nous n'avons pas voté les rapports précédents ?

Monsieur le Président

Mais nous commençons.

Madame JAMET

Nous sommes au 9 là.

Monsieur le Président

Non, nous sommes au 7.

Monsieur MARTIN

Nous sommes au 7, pardon. Mais le 6, nous ne l'avons pas voté ?

Monsieur le Président

Si, vous avez voté contre. Nous en sommes au 7.

Madame JAMET

Là-dessus, globalement, je vais vous répondre, parce que cette transparence, pour nous, n'est pas au rendez-vous. On a été gentils nous, on avait voté la régie et on ne nous a jamais touchés pour faire partie de ce groupe de travail. Nous allons donc nous abstenir et j'attendrai pour vous parler tout à l'heure, dans le cadre du dossier numéro 9, de Veolia. Et je vous épargnerai mes remarques sur le prix de l'eau et sur les efforts, selon nous, qu'il reste à faire.

Monsieur le Président

Donc, vous intervenez pour me dire que vous ne faites pas d'intervention. C'est une façon de concevoir le dialogue. Monsieur Penso.

Monsieur PENSO

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais saluer l'exposé que vient de nous faire le Vice-Président et en particulier le choix final de la forme juridique retenue, à savoir une régie à autonomie financière et personnalité morale. Je crois que ça n'est pas anodin et qu'il convenait de le souligner, notamment parce que cela laissera plus de place aux consommateurs et aux citoyens avec la mise en place de cet observatoire dont nous a parlé Monsieur Revol. Mais aussi la mise en place de ce Conseil d'administration duquel la commune de Clapiers sera exclue de fait, mais auquel nous participerons un jour, j'espère, avec ce rôle décisionnel important. A Clapiers, nous avons toujours soutenu la régie publique. Je voudrais simplement rappeler qu'en juillet 2013, mon éminent prédécesseur, mon ami Monsieur Maurel, faisait partie d'une minorité qui avait voté contre la délégation du service public au privé.

Donc, nous soutenons de tout cœur la mise en place de cette régie, sous cette forme qui nous a été présentée, qui va dans le sens de la préservation de la ressource de l'eau, de sa qualité, d'une baisse attendue par nos concitoyens au bénéfice bien sûr des consommateurs. Ce que je ne peux que regretter, je le dis haut et fort aujourd'hui, c'est que la commune de Clapiers notamment, mais pas qu'elle, soit pour le moment exclue de cette future régie métropolitaine, du moins jusqu'en 2021.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire, Merci, Monsieur Penso, parce que deux communes, entre autres, avaient voté favorablement, c'est la commune de Jacou et la commune de Clapiers qui s'est exprimée très favorablement à la mise en place d'une régie publique de l'eau qui ne s'est pas faite. Et là, je comprends votre désarroi parce qu'elle se fait et comme vous êtes déjà engagé dans un contrat jusqu'en 2021, vous ne pouvez y participer derechef. Alors, ce n'est que partie remise, mais enfin, vous serez les bienvenus avec le schéma qui a été proposé brillamment par René Revol et qui tient compte de tous les paramètres que nous avons voulu présents dans ce dossier. Nous aurions pu faire une régie qui marche sur deux ou trois pattes. Là, nous avons vraiment voulu marquer son aspect citoyen, son autonomie dans la gestion parce que c'était un acte fort sur lequel, avec René Revol, nous avons un engagement vis-à-vis des populations et vis-à-vis du vote que nous avons fait ensemble en début de mandat. Donc, nous poursuivons dans la voie qui a été la nôtre. Monsieur Rico, Maire de Pérols.

Monsieur RICO

Monsieur le Président, chers collègues. Je souhaite simplement attirer votre attention sur un point, à savoir le tarif qui à terme sera un tarif unique de l'eau sur le territoire métropolitain. On parle d'évolution, en tout cas de baisse du tarif de l'eau, mais il faut toutefois être attentif sur le fait qu'aujourd'hui il y a un certain nombre de disparités. Et pour ce qui concerne la ville de Pérols, nous avons été traumatisés, il y a quelques

années, lorsqu'a été mise en place la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères unique sur l'Agglomération à l'époque où, en ce qui nous concerne, nous avons subi une augmentation de 331 %.

Donc, mon intervention vise surtout à être particulièrement vigilants sur le futur tarif unique de l'eau dans la Métropole.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Monsieur Larue, qui s'est inscrit après, mais que je prends quand même.

Monsieur LARUE

Je vous en remercie. C'est juste pour donner le sens de notre vote sur les décisions relatives à la régie de l'eau. Comme vous le savez, nous avons déposé un recours contentieux puisque le recours gracieux que nous avons présenté a été rejeté par vous. Je rappelle juste que nous ne sommes pas contre la régie de l'eau sur le principe, nous étions juste contre les méthodes de cette mise en place au départ, la fameuse délibération du 7 mai 2014. Donc, compte tenu de l'existence de ce recours, nous nous abstiendrons dans l'attente de la décision du tribunal administratif.

Monsieur le Président

C'est logique, c'est cohérent. Je mets aux voix l'affaire 7. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 6 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

AFFAIRE N°8 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – REGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE – DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Je vous propose, si vous en êtes d'accord, de voter à main levée. Qui s'oppose à ce vote ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Nous allons donc voter à main levée.

Pour la commune du Crès, Monsieur Bonnal. Pour la commune de Jacou, Monsieur Calvat. Pour la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Madame Clarac. Pour la commune de Lattes, Madame Donada. Pour la commune de Vendargues, Monsieur Dudieuzère. Pour la commune de Saint-Drézéry, Madame Galabrun-Boulbes. Pour la commune de Pérols, Madame Gianiel. Pour la commune de Montpellier, Monsieur Krzyzanski. Pour la commune de Sussargues, Madame Lloret. Pour Prades-le-Lez, Monsieur Lussert. Pour Montpellier, Madame Phouthasang. Pour Grabels, Monsieur René Revol. Pour Juvignac, Monsieur Savy. Pour Murviel-lès-Montpellier, Madame Touzard.

Membres issus des associations. Pour la CLCV, Madame Jacqueline Jamet. Pour l'association de quartier Mare Nostrum, Monsieur Claude Neuschwander. Pour Au secours 34, Thierry Uso. Pour Paillades Mosson Coulée verte, Cathy Vignon.

Comme experts et membres envisagés : Thierry Ruf.

Et pour membre représentant du personnel, Monsieur Samuel Simon.

Voilà la composition du Conseil d'administration de la régie de l'eau potable et de l'eau brute que vous venez de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

AFFAIRE N°9 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – REGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE – DESIGNATION DU DIRECTEUR – APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit donc de Monsieur Vallée qui sera Directeur de la régie publique de l'eau. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – REGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE – CONVENTION DE PRESTATIONS AVEC MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE EN VUE DE LA PASSATION DE MARCHES PUBLICS – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions auprès du rapporteur René Revol, Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 6 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°11 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE GRABELS – CONVENTION DE FACTURATION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT POUR LE COMPTE DE VEOLIA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de René Revol ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? 4 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°12 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE – CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIETE VEOLIA – PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 6 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°13 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE – CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIETE SAUR SUR LES COMMUNES DE MONTFERRIER-SUR-LEZ, SUSSARGUES ET SAINT-BRES – PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? 6 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°14 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNES DE SUSSARGUES ET SAINT-GENIES-DES-MOURGUES – PARTICIPATION DES ZAC OU PUP AU FINANCEMENT DE LA NOUVELLE STATION D'EPURATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 6 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°15 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNES DE COURNONSEC ET COURNONTERRAL – PARTICIPATION DES ZAC OU PUP AU FINANCEMENT DE LA NOUVELLE STATION D'EPURATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? 6 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°16 : HORS COMMISSION – CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de l'accord-cadre avec la Caisse des Dépôts et Consignations qui a pour but de mettre en lumière toutes les collaborations très fécondes que l'on peut nourrir entre la Caisse et nous sur les six piliers de la Métropole : santé, numérique, tourisme, mobilité, agroécologie alimentation, culture, patrimoine et égalité des chances. C'est ce dont nous avons déjà discuté avec Madame Velay et Monsieur Lévi. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS – REPRESENTANTS DE LA METROPOLE - DESIGNATION

Monsieur le Président

Nous vous proposons de désigner Monsieur Rico, Maire de Pérols à la place de Monsieur Gilbert Pastor. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°18 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SYNDICAT INTER-COMMUNAL D'ELECTRIFICATION DE LA REGION NORD EST DE MONTPELLIER (SIERNEM) – ADOPTION DES STATUTS ET ELECTION

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires ? Nous allons donc voter à bulletins secrets. Je vais vous donner la liste que vous pouvez spécifier, en l'écrivant sur les bulletins de vote de la façon suivante, Liste numéro 1, si vous êtes d'accord avec cette liste.

Pour cette liste, les membres titulaires sont :

- Saint-Brès : Mr ROUDIL, Mme SCHWARTZ, Mr JAOUL ;
- St Drézéry : Mme GALABRUN-BOULBES, Mr SALVADOR, Mr DACHEUX :

Les membres suppléants :

- Saint-Brès: Mr VALENTIN, Mr DA SILVA ;
- St Drézery : Mme SIRVEN, M TELLIER ;
- Montpellier : Mme DASYLVA, Mme PHOUTTHASANG.

Si vous êtes d'accord avec cette proposition, je vous proposerai de mettre un bulletin dans l'urne écrit de la façon suivante : liste 1. Si vous avez d'autres propositions ou d'autres candidatures, c'est le moment de lever le doigt. Pas d'autre candidature ? Le scrutin est ouvert.

A l'issue du vote, le scrutin est déclaré clos, puis il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Je donne les résultats du vote : sur 87 votants, 84 voix pour.

AFFAIRE N°19 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE SURVEILLANCE – SCIC REPLIC

Monsieur le Président

Je vous propose d'approuver la candidature, si vous en êtes d'accord, de Catherine Dardé à la place d'Isabelle Touzard. Y a-t-il d'autres candidatures ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°20 : HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPETENCES NOUVELLES DE LA METROPOLE AVEC LES COMMUNES – VOLET OPERATIONNEL ET FINANCIER – AVENANTS N°1 – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui souhaite des renseignements complémentaires auprès du rapporteur Max Lévit. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°21 : HORS COMMISSION – NOUVELLES COMPETENCES – FINANCEMENT-TAXE D'AMENAGEMENT – CONVENTIONS DE REVERSEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Max Lévit, rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°22 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – NOUVELLES COMPETENCES – POURSUITE OU TRANSFERT DES OPERATIONS DECIDEES PAR LES COMMUNES DE RESTINCLIERES, BEAULIEU, SAINT-DREZERY, LATTES, LAVERUNE, VENDARGUES

Monsieur le Président

Monsieur Youssous.

Monsieur YOUSSEUS

Vous le savez, depuis le 1^{er} janvier 2015, la compétence voirie et espace public a été transférée à la Métro-

pole. Et pour cette année, une convention transitoire a été passée avec les communes. En revanche, il est nécessaire de préciser la manière dont vont être poursuivies les opérations décidées avant le 1^{er} janvier 2015 et non déterminées. Pour ces opérations, il faut préciser si elles sont poursuivies et financées par la Métropole ou les communes. Dans les tableaux qui figurent dans la délibération, vous avez, pour les communes de Restinclières, Beaulieu, Saint-Drézéry, Lattes, Laverune et Vendargues, le détail des opérations qui restent communales ou qui sont transférées à la Métropole.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Youssous. Qui demande des explications supplémentaires auprès du Vice-Président délégué, Rabii Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°23 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CREATION D’UN NOUVEAU SITE POUR LA PRODUCTION DE SERVICES INFORMATIQUES DE LA SOCIETE COMPUTACENTER – CONVENTION POUR L’ATTRIBUTION D’UNE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Chantal Marion. Il s’agit d’une subvention de 250 000 euros. Madame Jamet.

Madame JAMET

Je ne pouvais pas passer à côté de ce dossier qui m’interpelle dans la mesure où c’est avec une certaine satisfaction et une certaine fierté que je constate que dans Capital, ils ont relevé que je me suis chaque fois, en tout cas à la Région, opposée aux subventions. Et notamment à Kawneer, qui est une filiale d’Alcoa, qui est une multinationale américaine qui fait 23 milliards de dollars de chiffre d’affaires par an et qui rackette, selon moi, 250 milles euros par-ci par-là à chaque collectivité.

Et là, on ne peut pas passer à côté non plus. Computacenter est certes et sûrement une entreprise performante que nous sommes ravis d’avoir chez nous, mais je trouve que la meilleure aide que l’on puisse faire aux entreprises serait tout simplement la restitution de l’impôt. Je pense que si on voulait soutenir le tissu économique de notre Région, ça commencerait justement par la réduction des impôts, de la fiscalité qui serait le meilleur moyen d’entamer une relance économique. Et là-dessus, je voudrais remettre une couche avec Computacenter qui a bénéficié d’une aide de prime d’aménagement du territoire de 900 000 euros attribuée par l’Etat, de 250 000 euros du Languedoc-Roussillon et de 250 000 euros de la Métropole. Ça fait 1,5 million d’aides pour une entreprise qui réalise quand même 600 millions de chiffre d’affaires par an. Je trouve que l’indécence de ces demandes et de ces subventions qui sont versées dépasse l’entendement. Je pense que le vrai problème, et en tout cas la solution serait déjà l’investissement et ça n’est pas en donnant des subventions. Je pense que cet argent devrait servir à l’investissement.

Et dans l’excellent quotidien Régional, qui est d’ailleurs notre seul quotidien Régional, je relève un rappel notamment au crédit d’impôt recherche, etc., et aux subventions qui sont données par l’Etat et les collectivités et qui rappelait, à juste titre, que Sanofi avait, en son temps, bénéficié de 150 millions d’euros au titre du crédit impôt recherche et qu’elle s’est quand même permis, avec un chiffre d’affaires de 30 milliards d’euros, de licencier 600 emplois à Toulon et 200 à Montpellier.

Globalement, il y a une bascule. C’est-à-dire que les super grosses entreprises mangent 80 % des subventions pour 20 % d’emplois. Et les petites et moyennes entreprises reçoivent seulement 20 % d’aides ou de subventions alors qu’elles créent 80 % de l’emploi. Nous, nous pensons que la meilleure aide à une entreprise, ce serait ou/et l’aménagement du territoire et les transports. Et tout à l’heure, on le rappelait, et je l’ai dit aussi, nous l’avons dit et rappelé à l’occasion du débat sur la Métropole, nous avons en Languedoc-Roussillon un tissu, un maillage territorial infrastructurel avec des transports qui sont à la hauteur et que n’a pas Toulouse. Donc, je pense que Computacenter a bien raison de s’installer chez nous parce que nous avons les structures pour l’accueillir. Par contre, ce que je trouve totalement indécent, et je ne comprends pas que l’on continue d’aller dans ce sens, c’est-à-dire de donner des subventions à des multinationales ou à des entreprises qui, selon moi, font du racket.

Je vous rappelle, je sais de quoi je parle, nous savons de quoi nous parlons, nous avons eu les mêmes déboires avec Dell à la Région, qui nous a demandé des milles et des cents, on a donné, pour des promesses d’embauches qu’ils ont tenues pendant huit mois. Deux ans après, la boîte avait délocalisé, elle était allée au

Maroc.

Je vous demande encore une fois d'être très prudents. Nous ne voterons pas évidemment ces subventions, ces aides déguisées à des grosses entreprises, alors que nous pensons que le tissu économique de notre Région est composé essentiellement de petites et de moyennes entreprises de commerce et d'artisanat. La meilleure aide, avec les infrastructures, que nous puissions leur donner, c'est un allègement de la fiscalité, ce qui n'est pas le cas. Donc, nous n'abonderons pas ce rapport, nous refusons de subventionner des grosses entreprises qui font des milliards de chiffre d'affaires et nous continuons de défendre corps et âme les petites et moyennes entreprises, les commerçants et les artisans que vous oubliez trop souvent.

Et je vous l'ai dit, vous êtes aussi dans Capital. Nous sommes sur la même page.

Monsieur BOUMAAZ

Vous faites partie des 500 personnes qui mettent un coup de frein à l'économie française.

Madame JAMET

Il parle du dernier rapport sur l'eau que nous avons d'ailleurs refusé de voter où ils vous reprochent d'avoir proposé un marché sur l'eau qui était 24 % supérieur aux propositions de la SAUR. Et moi, j'ai ma photo aussi, on partage la même page, sur Capital.

Monsieur le Président

Ça me va bien, pour une fois que j'ai la presse nationale. Madame Marion pour la réponse.

Madame MARION

Merci, Monsieur le Président. Madame Jamet, si demain vous m'amenez une entreprise comme Computacenter, je la prends. Pourquoi ? Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que Computacenter, 10 villes étaient prêtes à accepter Computacenter. A la fin, il n'y en a eu que trois, Montpellier en faisait partie. Lorsque Computacenter, il a compris que c'était là qu'il fallait qu'il s'installe, à côté de Dell, à côté d'IBM, à côté des nouvelles entreprises, des jeunes entreprises et de la French Tech. Il faut que vous sachiez que les 100 emplois qui ont été pris par Computacenter sont 100 emplois qui ont été pris sur la Métropole exclusivement et c'est ce qui va se passer pour les 127 emplois qui vont suivre l'année prochaine. Alors, il y a une subvention, c'est vrai, mais sachez qu'en ce qui concerne les TPE, les PME et les jeunes entreprises, la Métropole les soutient également au niveau qu'ils méritent.

Donc, je demande à voter pour une subvention de 250 000 euros pour Computacenter.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame Marion.

Monsieur PETIT

C'est un petit peu difficile de parler après Madame Jamet parce qu'on risque de faire des rapprochements, en tout bien tout honneur. Ceci dit, j'adhère relativement à ses propos au sens où, à un moment donné, il y a une petite ambiguïté entre les subsides du public qui vont vers le privé. Personnellement, j'ai eu pas mal de sociétés, je travaille avec beaucoup de petites TPE et PMI. Ce genre de sociétés ont beaucoup de mal à avoir des subventions diverses et variées, ça vient, mais c'est un peu compliqué. Je trouve que le niveau de subventions pour une société qui fait déjà son chiffre d'affaires et qui va très bien, ça dérange un peu mon éthique personnelle, que ce soit cette société comme d'autres. Aujourd'hui, on a aussi refusé des subventions à l'APFTE, ça a du moins été suspendu dans l'immédiat. C'est aussi une subvention qui permet de dégager éventuellement de l'emploi.

Donc, sur le papier, personnellement, je trouve que le fait que cette société s'implante, c'est relativement intéressant, voire plus qu'intéressant pour les employés qui pourront trouver du travail dans les deux à trois ans à venir. Ceci dit, pour une éthique personnelle, je m'abstiendrai sur ce vote.

Monsieur le Président

Merci. Je vais en profiter pour parler de l'APFTE, l'association des flux touristiques, pour laquelle j'ai suspendu, sur les recommandations de l'association Anticor, qui avait spécifié le fait qu'il y ait deux contrôles dans des Départements différents, des Chambres Régionales des Comptes. J'ai donc fait une lettre à la Chambre Régionale des Comptes pour leur demander leur avis. A ce jour, je n'ai toujours pas de réponse. Alors, la situation est simple. Les autres partenaires que sont la Région et les autres collectivités disent « puisque Saurel a retiré la subvention à l'association des flux touristiques de l'aéroport, nous, nous faisons

pareil ».

Madame JAMET

Non, ils ont maintenu à la Région. J'étais la seule, depuis des années à parler de ce sujet, ils l'ont maintenu.

Monsieur le Président

Ils l'ont voté, mais ils ne l'ont pas versé. Ça veut dire que je vais être le bouc émissaire dans cette affaire du blocage de l'aéroport.

Madame JAMET

Eh bien pour une fois, je vous défendrai.

Monsieur le Président

Je vous remercie. Moi, si je n'ai pas, dans les 10 jours qui arrivent, de *veto* spécifique de la Chambre Régionale des Comptes qui me dit « il est dangereux ou il est inconcevable de verser cette subvention », je verserai la subvention. Parce que s'il y a des contrôles, il y a des contrôles, mais s'il n'y a pas de *veto* catégorique des Chambres Régionales des Comptes, moi, je ne suis ni un flic ni un tribunal.

Madame JAMET

Pourquoi ? Ça n'est pas une obligation. Vous êtes un politique, c'est vous qui décidez.

Monsieur le Président

Je ne suis pas un tribunal, donc je demande à des instances compétences en la matière. Et la Chambre Régionale des Comptes est, pour moi, compétente puisque c'est elle qui a diligenté les deux contrôles sur les deux Départements dont j'ai parlé et qui avaient été relevés par Anticor. Donc, nous faisons la démarche, j'ai retiré la subvention de l'ordre du jour du dernier Conseil de Métropole. Mais si je n'ai pas de demande express de ne pas verser la subvention, je verserai la subvention. Parce que je ne veux pas être le prétexte pour que les autres collectivités se désengagent et disent « c'est à cause de la Métropole que l'on ne verse pas la subvention ». Je connais la musique. Donc, Monsieur Meunier, puis Monsieur Martin, puis Monsieur Lannelongue. Et Madame Marion pour la conclusion.

Monsieur MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Ça fait 5 ans, même un peu plus peut-être, que je représente, au sein de l'association des flux touristiques, l'Agglomération et maintenant la Métropole. Lundi, je n'y suis pas allé tout simplement parce que je ne pouvais pas cautionner l'annulation de la subvention. Alors, vous avez entièrement raison, qui dit contrôle de la Cour des comptes ou de la Chambre Régionale des Comptes ne veut pas dire sanction. Nous ne sommes pas les seuls à le faire et quand on donne une subvention à l'aéroport pour qu'il valorise sa politique marketing, qu'il aide au remplissage des vols des compagnies *low cost*, ça aide au développement touristique. Ça n'a rien à voir avec une aide que l'on donne à une société, comme a pu le dire Eric ou d'autres personnes, qui peuvent critiquer ces aides aux grandes entreprises pour leur installation. Ceci étant, nous avons dit tout à l'heure que nous n'étions pas dans un monde de Bisounours. Chantal Marion a très bien rappelé tout à l'heure que quand une société comme ça arrive en créant entre 400 et 700 emplois, elle est draguée par toutes les Agglomérations et toutes les Métropoles de France et de l'Europe et à partir de là, la concurrence se crée entre nos territoires.

Donc, bien sûr qu'il est regrettable de devoir donner de l'argent public à des grands groupes, mais il ne faut pas se tromper, si nous ne le faisons pas, nous avons beau avoir des qualités à Montpellier qui sont le fruit de notre positionnement géographique et des 30 excellentes années de gestion d'équipements, de politique de développement, de politique de recherche qu'il y a sur Montpellier, ça ne suffit pas. A la fin, la petite cerise sur le gâteau qu'il faut amener, c'est ce niveau de subventions.

Quand on revient aux flux touristiques, ça n'a rien à voir. C'est-à-dire qu'on est dans un marché dérégulé du transport aérien qui, pour tout un chacun ici, est un avantage. Donc, on reste bien dans un marché où aujourd'hui, quand on part dans une destination, le marché aérien s'est démocratisé grâce à ces *low cost*. On peut critiquer ces *low cost* sur les normes sociales, etc., on peut les critiquer sur le fait qu'ils demandent des subventions aux collectivités locales. Mais un touriste qui arrive sur notre territoire par ces *low cost*, que ce soit à Béziers ou à Montpellier, il rapporte touristiquement parlant. Et si vous voulez que la Métropole de Montpellier et le territoire de Montpellier continuent à être attractifs touristiquement parlant, il faut passer par là. Alors, le monde des Bisounours, le monde des grands principes est peut-être très intéressant, mais aujourd'hui, face à la confrontation économique des territoires, il n'a pas lieu d'être.

Alors, si la Chambre Régionale des Comptes ne met pas un veto, je suis totalement la position du Président, il faut à tout prix continuer à supporter notre aéroport. Si la Métropole de Montpellier perd son aéroport, on parlait tout à l'heure de concurrence entre les territoires et pas seulement avec Toulouse – parce qu'il faut marcher avec Toulouse, il ne faut pas être en concurrence –, mais avec Marseille en particulier qui nous tanne en matière de tourisme et en matière de transport aérien. Donc, si on perd notre aéroport, alors là, ce sera aussi grave que l'ARS ou d'autres administrations.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Je vous remercie. Je crois que l'on ne peut pas mettre toutes les entreprises dans le même sac. Là, on y va de façon un peu trop rapide, de mon point de vue, en comparant les compagnies low cost comme Ryanair avec d'autres entreprises comme Computacenter ou d'autres entreprises auxquelles nous versons des subventions. Moi, je ne suis pas, par principe, opposé au versement de subventions à des entreprises qui amènent effectivement une activité économique, qui amènent de l'emploi, mais à condition qu'elles amènent de l'activité économique, à condition qu'elles amènent de l'emploi. Et effectivement, que quelques mois ou quelques petites années après avoir créé de l'emploi, elles se mettent à délocaliser une fois absorbées les subventions qui leur ont été versées. Le cas de Ryanair, je ne vais pas répondre longuement à Cyril Meunier puisque nous avons déjà abordé le sujet et je ne partage pas du tout son point de vue. Mais même si la Chambre Régionale des Comptes disait que le versement de ces subventions est légal en quelque sorte, je suis politiquement opposé à ce qu'ils en font. Et cela pour une raison importante principalement, c'est que ces subventions ne leur servent pas à de l'investissement, mais à de l'exploitation des lignes en faisant de la publicité. On n'est donc plus dans de la publicité, on est dans de l'exploitation et là, je ne suis plus d'accord. Donc, je crois qu'il y a quelques années, une loi avait été votée, c'était sous Jospin. C'était une loi qui avait été créée par Robert Hue qui instaurait un contrôle des subventions versées aux entreprises privées. Cette loi avait été la première loi abrogée par la droite une fois revenue au pouvoir à l'époque. Je pense que ce qui avait été fait à l'époque au niveau national, nous pouvons le faire au niveau local. Ce qui nous importe, c'est que ces subventions soient utilisées à propos.

Et moi, je vous propose que l'on mette en place, au niveau de la Métropole, une Commission de contrôle des subventions versées aux entreprises qui pourrait se réunir régulièrement, faire un rappel annuel à notre assemblée pour savoir ce qui est fait de ces subventions, savoir si elles servent aux investissements, si elles servent à l'emploi et quelle est leur utilité. Si on passe par là et qu'il y a une transparence, nous ne parlerons plus dans le vague sur ce qu'elles en font ou pas, pour qui, pour quoi, comment, à quel endroit et à quel moment, etc. Nous aurons alors des informations précises qui nous permettront après d'avoir des votes appuyés sur des informations précises. Je pense par exemple que quand on parle de Ryanair, l'aspect social et la façon dont ils traitent leurs salariés est une question importante. Donc, je pense que dans une commission comme celle-là, il faut bien évidemment des élus issus de notre assemblée, mais aussi des représentants des syndicats de salariés. Il y a d'autres représentants associatifs, etc. qui pourraient y participer. Je vous propose donc de mettre en place cette commission-là. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur Martin, je vous rappelle que la commission existe, c'est la commission de Madame Marion dans laquelle sont étudiées toutes les affaires.

Monsieur MARTIN

Non, nous ne parlons pas de la même chose.

Monsieur le Président

Si, puisque l'ensemble des dispositions financières des aides qui sont attribuées aux entreprises sont évaluées et évoquées lors de la commission de Chantal.

Monsieur MARTIN

Oui, mais vous voyez bien que je n'ai donné qu'un exemple de participants à cette commission qui sont par exemple des associations, des syndicats de salariés, etc., et là, ils n'y sont pas, il ne s'agit que d'une commission qui réunit des élus. Je ne conteste pas ça et je l'approuve, ça fait partie de notre fonctionnement et c'est bien normal. Mais je ne parle pas de la même chose.

Monsieur le Président

Monsieur Lannelongue.

Monsieur LANNELONGUE

Monsieur le Président, chers collègues. Ce débat, on l'a souvent eu, je ne vais pas le reprendre à la racine. Simplement, je suis toujours un peu désolé de voir que pour des raisons de bonnes intentions idéologiques, que sais-je, on arriverait à prendre des décisions extrêmement néfastes pour le développement économique de notre territoire, qui en a bien besoin. Chaque fois, quand on regarde les chiffres du chômage – les nationaux sont sortis, les Régionaux et locaux vont sortir – nous sommes encore dans une situation extrêmement mauvaise, nettement supérieure à la moyenne nationale.

Donc, tout doit être fait pour privilégier l'emploi et faire en sorte que les entreprises puissent se développer. Alors, le fait de distinguer, Monsieur Martin, les entreprises qui s'installent avec une subvention ou les entreprises qui amènent des flux touristiques avec effectivement une forme d'aide, peu importe. Le transport aérien est une activité mondialisée et le fait de dire « non, nous Montpellier, nous allons vivre en village gaulois, nous allons être extrêmement vertueux, *vade retro* Ryanair, allez voir ailleurs », ils n'iront pas voir loin puisqu'ils iront voir à Béziers ou ailleurs. Moi, quand j'étais Président de la Chambre de commerce, je suis rentré dans une période de crise extrêmement difficile, messieurs Meunier et Pastor s'en souviennent, où effectivement il y avait rupture.

Aujourd'hui, Monsieur le Président, si vous ne versez pas la subvention, c'est vrai, ça va vous retomber dessus parce que les autres ne pourront pas la verser. C'est un pacte global d'actionnaires de l'aéroport, dont vous rompez le système. Et vous ne pouvez pas faire ça, parce que ce serait dramatique pour l'activité économique. Tous ces gens qui vivent des flux touristiques, tous ces petits commerçants sur le littoral, enfin peu importe, ils ont besoin de ces flux touristiques. Je suis désolé, c'est comme ça. Il faudrait donc qu'une bonne fois pour toutes on arrête de se dire « regardez comme mon cœur est bon, comme il est à gauche ou très à droite, et pour cela, nous allons soutenir ». Non, ça n'est pas possible, à un moment donné, il faut être lucide. L'économie est mondialisée et ça n'est pas de Montpellier que l'on va changer l'économie mondialisée.

Donc, je ne peux que vous encourager, bien évidemment, à verser cette subvention rapidement pour ne pas bloquer le système comme il l'était quand j'étais président de la chambre et je peux vous dire que ça a été complexe et un certain nombre d'interlocuteurs s'en souviennent ici. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lannelongue. Madame Marion, et puis je dirai un mot sur Computacenter. Soyons honnêtes, il y a eu IBM et il y a eu Dell computer et aujourd'hui, il y a Computacenter. Donc, c'est l'implantation d'une grande entreprise. Et le mérite revient à Jean-Pierre Moure qui a été le premier à prendre les contacts avec Computacenter et Chantal Marion a assuré le suivi, si j'ose dire. Chantal, puis je dirai un petit mot sur Ryanair, parce que je veux que ce soit bien clair dans les esprits.

Madame MARION

Effectivement, le premier client de Computacenter, qui était présent le jour de l'inauguration, c'est Airbus, il faut le citer. Airbus est venu à Montpellier, c'est le premier client de Computacenter.

Monsieur le Président

C'est Airbus Toulouse qui est un client de Computacenter, qui est le plus grand client de Computacenter.

Madame MARION

J'ai oublié de le dire tout à l'heure, je voulais donc le rajouter. Et alors ? Il faut remettre les choses à sa place. Effectivement, au niveau des flux touristiques, je siège, Monsieur le Président, et c'était avant-hier. J'étais présente avec en mains la procuration de Monsieur Cyril Meunier qui ne pouvait pas venir. Elus, il y avait Monsieur Rossignol et pas d'autres élus, que ce soit de la Région, que ce soit du Département. Il y avait des administratifs. J'étais la seule à prendre la parole et dès que j'ai dit l'intention de Monsieur Saurel, qui était déjà connue évidemment, tout le monde s'est retiré. Donc, Madame Jamet, je ne sais pas quelles sont vos informations, mais elles sont mauvaises.

Monsieur le Président

Madame Jamet, vous pouvez faire confiance à Madame Marion. Quand la réunion est à 14 heures, elle est là

à 13 heures 55 et quand la réunion s'arrête à 18 heures, elle est encore là 18 heures 15, 18 heures 30. Vous pouvez lui faire confiance là-dessus, croyez-moi.

Madame MARION

Vos renseignements sont mauvais puisque, pour la Région, il y avait un administratif qui a rapporté, qui a dit ce que la Région lui avait dit, c'est-à-dire si la Métropole et la Ville, que je représentais, suspendaient la subvention. Tout le monde a suivi même le Directeur de la CCI qui était présent. Donc, ces flux touristiques, nous attendons l'avis de la Chambre.

Monsieur le Président

Le Directeur ou le Président de la CCI ?

Madame MARION

Monsieur Deljarry, le président de la CCI qui lui aussi s'est retiré. Tout le monde s'est retiré et a suivi la position de la Métropole. Donc, je ne suis pas contre ce qui a été dit, les flux touristiques, en tant que Vice-Présidente du développement économique, c'est quelque chose de très important pour nous, pour l'économie. Moi-même, quand un entrepreneur vient, je lui demande. Il me dit « j'ai effectivement une entreprise à Brest, mais je veux rester sur Montpellier ». Il est important pour nous d'ouvrir des flux touristiques qui correspondent à notre économie. Maintenant, la décision qu'a prise Monsieur Saurel est une décision politique peut-être, mais réfléchie, et je suivrai ce qu'il dira étant la représentante au niveau des flux touristiques.

Monsieur le Président

Merci, Chantal. Donc, la décision que je proposerai au Conseil est la suivante : si dans les 10 jours à venir, je n'ai pas de contradiction formelle de la Chambre Régionale des comptes qui s'oppose au versement de la subvention à Ryanair, je verserai la subvention à Ryanair et je vous proposerais de le faire. Parce que je n'ai pas envie qu'on m'explique que c'est nous qui tuons l'aéroport de Montpellier et ça a déjà commencé, je l'entends déjà.

Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Juste un mot. Je l'avais déjà abordé, ça n'a pas fait partie de la discussion qui vient d'intervenir, mais le débat de l'aéroport, notamment de Montpellier, par rapport au devenir des aéroports français, un peu est important, c'est que l'Etat récupère l'équivalent de 2 millions de taxes par an, je l'avais évoqué lors d'un précédent Conseil. Je crois que dans les discussions que nous devons avoir sur la structuration de la grande Région, il y a un grand aéroport à Toulouse, il peut y avoir un aéroport plus important également à Montpellier, mais ça passe par ce genre de discussions. Après, on est d'accord ou pas sur le devenir des aéroports telles que les privatisations ou autres. Les Chinois seraient pratiquement majoritaires à Toulouse. Mais si ça doit amener également un développement économique, je rejoins Monsieur Lannelongue là-dessus. Ça me paraît devoir être examiné dans les temps. Ça fait partie de la discussion que nous devons avoir sur le transfert entre l'Etat et la répartition sur le territoire de grandes compétences avec des moyens et des outils économiques.

Monsieur le Président

C'est une excellente idée, Monsieur Moure, je vais d'emblée écrire à Madame Delga, Monsieur Régnier et Monsieur Onesta pour leur demander sur ce qu'ils proposent sur l'équilibre des aéroports sur la grande Région, parce que je suis curieux de connaître leur réponse.

Affaire 23, contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ASSOCIATION LABSUD - HEBERGEMENT DU FABLAB A L'HOTEL D'ENTREPRISES DU MILLENAIRE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions auprès de Chantal Marion ? Madame Jamet ?

Madame JAMET

Le débat est totalement faussé sur l'association sur les flux touristiques. Parce que s'il s'agissait réellement d'aides aux aéroports, l'Europe l'interdit. Vous n'auriez pas l'autorisation de verser une aide aux aéroports. Il s'agit simplement, et c'est ce que nous dénonçons, une aide à des compagnies comme Ryanair, qui juste-

ment font un dumping social, salarial, environnemental, etc., et qui affaiblissent aussi nos compagnies nationales.

Dernier point, je continue de dire que le politique a une légitimité que lui a donnée l'électeur et vous avez tout pouvoir de donner votre avis et d'exercer votre volonté, il suffit simplement d'une volonté.

Monsieur le Président

Vous allez dire que je suis trop autoritaire après, je vous connais. Monsieur Dewintre.

Monsieur DEWINTRE

Si on a effectivement voté la décision qui a été prise sur l'aéroport, je demande à ne pas participer au vote étant commissaire aux comptes.

Monsieur le Président

Affaire 24, contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – MONTPELLIER IN GAME 2015 – PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TELECOM (IDATE) POUR LE MIG 2015 – CONVENTION – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – EXPOSITION UNIVERSELLE MILAN 2015 – CONFERENCE ET ECHANGES AVEC LA VILLE DE MILAN – APPROBATION - AUTORISATION

Monsieur le Président

Madame Marion, dites-nous un mot, c'est très important.

Madame MARION

Effectivement, il s'agit de l'exposition universelle de Milan 2015 dont le thème, cette année, est « Nourrir la planète, énergie pour la vie », qui est le fil conducteur des événements. L'ambassade de France en Italie a consulté les experts de la chaire UNESCO alimentation du monde basée à Montpellier afin d'organiser une série de rencontres sur le thème des politiques alimentaires et agricoles urbaines. Or, comme vous le savez, depuis janvier 2015, la Métropole se saisit de la compétence agroécologie et alimentation et élabore actuellement sa politique publique dans ces domaines, est entre autres investie là-dessus Madame Touzard. La Métropole est donc invitée à témoigner lors d'une table ronde de la démarche qu'elle engage en la matière et à échanger avec d'autres villes et experts sur les leviers dont elle dispose : l'agriculture, les cantines scolaires, les formes de relations ville/campagne. Donc, lors de ce séjour, la Métropole souhaite en outre rendre visite au parc technologique de Padano, dont elle a soutenu en 2012 la candidature. Il est envisagé également de rencontrer les futurs signataires du pacte de Milan, un pacte de coordination des politiques alimentaires, qui est un réseau international avec des villes très importantes comme Amsterdam, London, Lyon, Marseille, Milan et New York. Le déplacement se déroulerait donc du mardi 26 au vendredi 29 mai. La délégation sera composée d'un élu et d'un agent de la Direction du développement économique et de l'emploi et dans la limite de 1 800 euros TTC.

Monsieur le Président

Et c'est Isabelle Touzard qui représentera la Métropole, Maire de Murviel. Je mets aux voix. Contre ? Abstention. Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – ORGANISATION DE DEUX MISSIONS D'AFFAIRES FILIERE VITICOLE EN CHINE – FOIRE DES VINS DE CANTON DU 9 AU 16 MAI 2015 – FOIRE DES VINS DE PEKIN DU 3 AU 10 JUIN 2015 – FINANCEMENT DE LA MISSION

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE LANGUEDOC ROUSSILLON (CRESS LR) - CONVENTION – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PLATEFORME D'E-SERVICES MUTUALISEE AVEC LES COMMUNES – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES CONFORME A L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – EXTENSION DU PERIMETRE DE LA CONVENTION A LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications ? Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Je voterai pour, mais la formule mathématique qui est indiquée dans la délibération est fautive. Il sera donc mieux de la corriger.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°30 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SARL PROPAV (ENSEIGNE SUPER U) – OPERATION SITUEE 203 RUE FERDINAND BARRE, LE CLOS DE L'HIRONDELLE A MONTPELLIER – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Madame Jannin ? Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Sur le Pavélet, rue de la Jeune parque, car rapport à l'ancienne ligne qui rejoignait Montpellier, Paulhan, Bédarieux, etc. Je signale que dans le schéma de transport, je ne sais pas s'il sera prolongé ou maintenu, mais il était projeté l'extension de la ligne 1, Saint Jean de Védas vers l'Ouest. Et notamment, dans le retour sur Montpellier, la possibilité d'aller plus près de la gare Saint-Roch en utilisant cette partie de la voie ferrée. Moi, ce que je souhaiterais, c'est que dans l'aménagement du carrefour dont il est question, on intègre effectivement la pérennité du passage de la ligne de chemin de fer pour ne pas avoir à y revenir.

Monsieur le Président

C'est une très bonne idée, Monsieur Moure. D'autant que ce morceau de ligne a été intégré dans la réflexion sur l'étoile ferroviaire de la Ville et dans la Métropole en réseau portée par la Région et que nous soutenons. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°31 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE CASTRIES – ZAC DES SAUREDES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER – CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications sur la garantie d'emprunt à la société d'aménagement ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°32 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – INSTAURATION D'UN PERIMETRE D'ETUDE SUR LES ZONES UD DU PLAN LOCAL D'URBANISME – VILLE DE CASTELNAU-LE-LEZ – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications ? Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Je voterai pour les études qui sont proposées, qui sont consécutives à l'inquiétude surgie de la suppression du COS qui, sans mesure de contrepartie, peut poser un certain nombre de dérives. Je voterai donc pour la délibération. Néanmoins, l'opposition municipale que je représente – un tiers des électeurs, 2 500 personnes – est inquiète pour la période intermédiaire. Ces études vont prendre deux ans et nous pensons que des mesures comme celles qu'il y a eu dans la modification du PLU de Castries, qui a été présenté en Conseil d'Agglomération, à savoir la limitation de l'emprise au sol et la limitation du coefficient de biodiversité sont des mesures qui seraient utiles dès maintenant sans attendre la conclusion des études, à titre transitoire bien évidemment. Dans la mesure où sans ça, c'est laisser trop de marge de manœuvre à un certain nombre de promoteurs.

Madame JANNIN

Effectivement, vous le soulignez, la suppression immédiate du COS a entraîné un certain nombre de difficultés pour tous les Maires des différentes communes qui sont ici et ailleurs. Et il y a donc plusieurs moyens pour permettre de palier ce problème en attendant une révision générale du PLU. En tant que Vice-Présidente à l'aménagement du territoire de la Métropole, je n'ai pas à juger ou à arbitrer quelle est la meilleure méthode. Je pense que c'est un débat qui a sans doute eu lieu en Conseil municipal. Et donc, aujourd'hui, sans arbitrer si c'est la bonne ou la mauvaise méthode, c'est en tout cas une méthode. Elle est donc totalement recevable et je propose donc de la passer en délibération.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jannin. Je mets aux voix l'affaire 31. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

AFFAIRE N°33 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – VILLE DE SAINT-DREZERY – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°34 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – VILLE DE SAINT-BRES – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°35 : HORS COMMISSION – MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – VILLE DE PIGNAN – APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°36 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA METROPOLE A LA COMMISSION LOCALE DU SECTEUR SAUVEGARDE – APPROBATION

Monsieur le Président

Je vous propose comme titulaires :

- M. BARRAL, M. COUR, Mme DARDE, M. EL KANDOUSSI, Mme JANNIN, M. LEVITA, Mme MARSALA, M. YOUSSEF.

Comme suppléants :

- Mme BODKIN, M. COUSQUER, M. DI RUGGERIO, Mme ILLAIRE, Mme MARION, Mme SANTARELLI, M. SEGURA, M. TRAVIER.

Je vous propose de voter à main levée si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Y a-t-il d'autres candidatures ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

AFFAIRE N°37 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN CLIMAT – RENOVATION ENERGETIQUE – ANNEE 2015

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Madame Jannin ? Madame Jannin, dites-nous un mot parce que c'est important.

Madame JANNIN

Je donne quand même quelques explications même s'il n'y a pas de question parce qu'effectivement, il s'agit d'un sujet important. Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une politique très volontariste pour répondre aux grands enjeux climatiques, ce qui lui permettra de répondre présent de manière très concrète au grand rendez-vous de la COP21, donc la Conférence des Nations Unies sur les enjeux climatiques qui se déroulera à Paris en décembre 2015.

Approuvé en février 2014, le Plan Climat Energie Territoriale de la Métropole de Montpellier, autrement appelé PCET, a retenu comme axe prioritaire la lutte contre les changements climatiques. Pour cela, le PCET a identifié les deux principales sources d'émissions de gaz à effet de serre dans notre Métropole qui sont les déplacements et le bâtiment. En ce qui concerne le bâtiment, le Président de la Métropole, Philippe Saurel, a approuvé l'engagement de notre Métropole sur la rénovation thermique de copropriétés des 30 Glorieuses que nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises dans cette assemblée. Le rôle de la Métropole sera d'accompagner les copropriétés dans leur projet de rénovation.

C'est un grand défi que nous sommes les premiers à mener à cette échelle et les enjeux sont triples. Tout d'abord, bien évidemment, lutter contre l'émission des gaz à effet de serre. Mais aussi lutter contre la précarité énergétique. Et enfin, favoriser les emplois dans le milieu du bâtiment qui seront ainsi confortés ou créés pour répondre à ces nouveaux chantiers. Parallèlement, nous travaillons avec l'ALE, l'Agence locale de l'énergie, depuis 2007, au travers d'une convention annuelle au titre de la mise en œuvre du plan climat. Donc, ce PCET.

L'objet de la présente délibération est de proposer une subvention de 30 000 euros, cette année, à l'ALE, pour travailler plus précisément sur ce projet de réhabilitation énergétique au travers de deux axes principaux. La mise en place de la plate-forme locale de la rénovation énergétique de l'habitat dans le cadre de la réponse de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME. Mais aussi, la mobilisation dans les démarches de sensibilisation auprès des habitants et de conduite de projets auprès des copropriétés qui sera un travail très long et complexe qui nécessitera beaucoup de travail auprès des copropriétés. L'ALE pourra en particulier, dans ce cadre, assurer des missions d'accompagnement, de suivi et d'appui auprès des syndicats, des représentants des Conseillers syndicaux et des copropriétaires, à toutes les étapes du processus de mise en projet, de prise de décision, des sessions d'animation et de formation. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jannin. Qui veut des explications complémentaires ? Madame Gianiel.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. Une petite précision. Certaines communes de la Métropole disposent déjà de conventions avec l'ALE. C'est le cas de la commune de Pérols qui travaille, de manière récente, sur les consommations énergétiques et les consommations tout court des bâtiments, que ça concerne l'électricité, l'eau, le gaz, etc. En parallèle, nous avons engagé, de manière récente également, un diagnostic à la fois structurel des bâtiments communaux à Pérols, nous en avons une quarantaine, mais également un diagnostic énergétique. Et par le couplage et le biais de ces deux approches, à la fois avec ce partenariat avec l'ALE et ce diagnostic sur les bâtiments communaux, nous avons l'intention d'engager à l'avenir des travaux importants de rénovation thermique qui seront faits sur la base d'une programmation pertinente. Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 37. En sachant que Madame Touzard, Monsieur Meunier, Monsieur Revol, Madame Gianiel, Monsieur Cour, Madame Dasylva, Madame Bouallaga, Monsieur Malek ne prennent pas part

au vote. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°38 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL – CONVENTION AVEC L’ETAT, L’ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE VENDARGUES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Cette délibération et la suivante concernent deux communes parmi les cinq de la Métropole pour lesquelles le Préfet a fait un constat de carence pour insuffisance de la construction de logements sociaux. Pourrait-on savoir quelles sont les trois autres communes ? Et si les délibérations que nous prenons là ont vocation à s’étendre aux trois autres ?

Monsieur le Président

Je les connais les trois autres, mais je ne les dirai pas. Monsieur Dudieuzère.

Monsieur DUDIEUZERE

Je voudrais juste dire que tout va bien à Vendargues puisque nous avons perdu le droit de préemption. On prend 350 000 euros de pénalité. Et on veut faire des lotissements et le Conseil Général ou Départemental nous interdit de sortir sur les routes. Donc, je voulais remercier tout le monde et notamment Madame Duflot.

Monsieur le Président

Quand vous remerciez quelqu’un, vous tapez haut, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire de Saint-Georges.

Monsieur AUDRIN

Sur la délibération suivante, je voudrais être clair et je remercie aussi Madame Duflot, Pierre. Parce qu’il faut savoir que la commune de Saint-Georges compte 10,2 % de logements sociaux, ce qui la place à peu près en quatrième position sur les 31 communes de la Métropole de Montpellier. Et que, parce que nous n’avons pas eu la possibilité de faire depuis trois ans des logements sociaux, parce que nous avons une opposition qui nous empêche d’agir dès qu’on lève le petit doigt, on se retrouve en difficulté. Ça n’est donc pas simple à gérer en sachant que nous avons 10,2 % de logements sociaux. Pour nous, Pierre, c’est près de 200 000 euros.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°39 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL – CONVENTION AVEC L’ETAT, L’ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D’ORQUES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°40 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SECTEUR DE LA MOGERE - DEVELOPPEMENT D'UN POLE NUMERIQUE – MISSION D'ETUDE A AMSTERDAM - AUTORISATION DE LA MISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SAAM – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? C'est Madame Jannin et Madame Marion qui iront ensemble en voyage d'études à Amsterdam. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°41 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES PEYROUSES » A SAINT-GENIES-DES-MOURGUES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°42 : LOGEMENT – DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE – AVENANTS AUX CONVENTIONS SIGNEES AVEC L'ETAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT POUR L'ANNEE 2015 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du Vice-Président, Noël Ségura, Maire de Villeneuve ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°43 : LOGEMENT – MISE EN ŒUVRE DE LA DELEGATION DE COMPETENCE DE L'ETAT D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE – APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC ET EN LOCATION-ACCESSION POUR L'ANNEE 2015

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires auprès de Monsieur Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 122 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX A MONTPELLIER, LATTES ET SAINT-GENIES-DES-MOURGUES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°45 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX, RESIDENCE « LE VAL PIERRE DURAND », 628 RUE SAINT-PIERRE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'OPH DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Ne prennent pas part au vote : Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Miralles, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, Monsieur Savy et Monsieur Travier. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°46 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE PASSAGE CLEMENCEAU » - AVENUE GEORGES CLEMENCEAU A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Ne prennent pas part au vote messieurs Ségura et Pellet. Qui veut des explications ? Je mets aux voix.

Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°47 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 315 LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS - RESIDENCE ETUDIANTE « TRIOLET 2 » - AVENUE AUGUSTIN FLICHE A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui dit que l’on ne construit pas de logements sociaux ? J’ai lu des articles dans la presse où on se faisait allumer. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°48 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 116 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « MAS DE ROCHET » - LOTISSEMENT MAS DE ROCHET – AVENUE GEORGES FRECHE A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°49 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES VIOLETTES » - IMPASSE DES VIOLETTES A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix l’affaire 49. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°50 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D’UNE MAISON RELAIS DE 18 LOGEMENTS - OPERATION « VILLA SAVINE » - 64 AVENUE DE CASTELNAU A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE FONCIERE HABITAT ET HUMANISME - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°51 : HORS COMMISSION – MARCHE DE FOURNITURES D’ELECTRICITE – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC HERAULT ENERGIE – ACCORD-CADRE ET MARCHES SUBSEQUENTS – AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION ET DE LANCER LA CONSULTATION DE L’ACCORD-CADRE ET SES MARCHES SUBSEQUENTS

Monsieur le Président

Madame Dasylda.

Madame DASYLVA

Monsieur le Président, chers collègues. La loi du 7 décembre 2010, concernant l’organisation du marché de l’électricité, organise la fin des tarifs réglementaires de vente. Les collectivités locales doivent donc réaliser une consultation pour sélectionner leur fournisseur au 1^{er} janvier 2016. Nous vous demandons donc d’autoriser l’adhésion de notre Métropole au groupement de commandes coordonné par Hérault Energie. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur Calvat, vous avez vu cette affaire ? Elle est belle. C’est un changement d’optique, c’est un virage à 98 degrés.

Monsieur CALVAT

Le Président du groupe majoritaire du Département se réjouit de cette délibération.

Monsieur le Président

Et merci au Président d’Hérault Energie, mon ami Jacques Rigaud, ancien Maire de Ganges et président de

la Communauté de Communes de Ganges et merci au Président, Kléber Mesquida. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°52 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – ORGANISMES EXTERIEURS – AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE – ADHESION 2015

Monsieur le Président

C'est la même chose. Qui demande des explications complémentaires à Madame Dasylya. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°53 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N°3933AJ15 POUR DES PRESTATIONS DE MISSIONS D'EXPERTISE AMIABLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Guiraud, Maire de Saint Jean de Védas et Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°54 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N°3937MG15 D'ACQUISITION ET LIVRAISON DE FOURNITURES ADMINISTRATIVES, D'ENVIRONNEMENT DE BUREAUX ET SCOLAIRES – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET CERTAINES COMMUNES MEMBRES – APPEL D'OFFRES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Madame Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°55 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N°3938MG15 DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE PRODUITS D'HYGIENE – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET CERTAINES COMMUNES MEMBRES – APPEL D'OFFRES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Toujours Madame Guiraud. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°56 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – VILLE DE MONTPELLIER – CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE LA CULTURE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Monsieur BOUMAAZ

Monsieur le Président. Je voulais revenir sur l'intervention de Monsieur Bonnal, lors du dernier Conseil. Intervention qui me paraît sincère, émouvante, et je le pense. C'est vrai, il a raison, il y en a marre de ce système qui casse du sucre derrière les salariés. Croyez-moi, Monsieur le Président, à la sortie de ce Conseil, j'ai été bouleversé et soudain, une lumière m'est tombée dessus. Et comme vous le dites si bien, c'est comme une goutte qui tombe sur votre front. Monsieur le Président, j'ai réfléchi et je voudrais vous faire une proposition sur la mutualisation des postes des Vice-Présidents et qui dit mutualisation, dit économies. Et si vous me convainquez de l'intérêt du maintien de l'ensemble des Vice-Présidents, nous voterons avec l'ensemble de vos affaires. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Non, je ne voudrais pas troubler les nuits de Monsieur Boumaaz. Simplement, vous savez, je suis ravi de-

puis que nous sommes en Métropole parce que la commission RH, pendant des années, heureusement que les services étaient là parce qu'ils me tenaient compagnie. Ce que je veux dire, Monsieur Boumaaz, je suis ravi de votre présence, l'autre jour, en commission RH, mais tous les représentants de toutes les communes, et ce ne sont pas des Maires, ce sont des adjoints ou autres, tous ont posé des questions. Et c'est devenu un lieu d'échange très important, surtout avec ce qui nous arrive en matière de mutualisation. Vous avez été le seul, Monsieur Boumaaz à ne pas poser de question. C'est tout, merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 56. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°57 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE – VILLE DE MONTPELLIER – CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE PROTOCOLE ET DE L'EVENEMENTIEL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

En saluant l'excellent travail de Monsieur Serge Poitou. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°58 : RESSOURCES HUMAINES – GESTION DE LA COMPETENCE URBANISME, PLANIFICATION TERRITORIALE – TRANSFERT DE PERSONNEL – APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit des trois agents dont j'ai parlé tout à l'heure pour suivre les PLU. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°59 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Pierre Bonnal ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°60 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE MECENAT AVEC LA SOCIETE ALTRAN – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Bernard Travier, Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°61 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE MECENAT AVEC LE GROUPE LA POSTE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°62 : CULTURE – MUSEE FABRE – PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT « GRES DE MONTPELLIER » - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°63 : CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE AIME CESAIRE – MARCHES N°3567DC15 – LOT N°1 : ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE MOBILIER, LOT N°3 : COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE, ET LOT N°4 : DEMENAGEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Bernard Travier, Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

Monsieur ROUILLEAULT

Lorsque nous avons voté le budget, il y avait deux montants principaux pour cette médiathèque de Castelnau en 2015 et 2017. Je voulais savoir quel était le calendrier dans lequel on pouvait penser qu'il y aurait ouverture de la médiathèque ?

Monsieur le Président

Quand est-ce que la médiathèque ouvrira, Bernard ? 2018. Je mets aux voix l'affaire 63. Qui est contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°64 : CULTURE – DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DU CLASSEMENT PAR L'ETAT DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET AMENDEMENT DU PROJET D'ETABLISSEMENT – APPROBATION

Monsieur le Président

Monsieur Travier.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Le conservatoire à rayonnement Régional de Montpellier est un dossier important auquel nous nous sommes attachés depuis le début du mandat. Ce dossier comporte trois volets. Le conservatoire n'a pas de Directeur à l'heure actuelle. Or, ce matin, s'est réuni le jury, sous la présidence de Monsieur Bonnal, auquel j'ai participé avec les services et l'Etat. Nous avons de bons candidats, nous avons trouvé une solution et il nous reste à l'affiner dans les jours qui suivent, parce que certains candidats, en tout cas deux, nous ont posé une question avant de donner leur accord sur leur nomination éventuelle, ce qui est parfaitement compréhensible.

Second volet, le chantier. Le principe en a été décidé par vous et je porte à la connaissance de nos collègues que l'étude de faisabilité a été confiée par vous à la SAAM le 2 avril 2015. Puisque dans la presse, à un moment, il avait été mis en doute que nous avions lancé véritablement les opérations. Donc, l'étude de programmation est faite depuis longtemps, l'étude faisabilité, c'est-à-dire l'implantation sur la parcelle, les limites, et l'utilisation de la seconde partie de la parcelle ont été confiées à la SAAM.

Ensuite, troisième et dernier volet qui concerne le label du conservatoire. Nous nous sommes mis au travail depuis deux mois, car ce conservatoire n'a pas d'une part de pôle supérieur et d'autre part, pour obtenir le renouvellement du label, il faut impérativement que certaines disciplines soient enseignées, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Je dois dire avec beaucoup de tristesse que pendant 20 ans pratiquement rien n'a été fait pour ce conservatoire, tant en ce qui concerne ses bâtiments que ses structures internes et les enseignements qui y sont dispensés. Nous avons donc prévu de solliciter, et c'est en cours, le renouvellement du label. Il nous faut pour cela et pour l'obtenir créer obligatoirement une classe de musiques anciennes. Il nous faut étoffer les enseignements de danse et notamment de danse jazz. Nous avons pour cela un partenariat en cours de préparation avec l'école EPSE qui est dirigée par Madame Porras qui a une réputation de danseuse et d'enseignante tant au niveau national qu'international. Et enfin, en ce qui concerne la discipline de l'art dramatique, nous devons installer les enseignements initiaux. Etant précisé que nous bénéficierons de l'aide de l'ENSAD, dont le nouveau Directeur, Monsieur Millin, s'est engagé sur ce projet. Donc, le plan de développement est en place, le projet d'établissement a été rédigé en grande partie et très soigneusement. Et j'ajoute que nous sollicitons à nouveau l'aide de l'Etat, car vous savez que l'Etat s'était désengagé totalement du financement des conservatoires qui ne comportaient pas de pôle supérieur. Or, ce matin, selon les informations qui nous ont été fournies par la représentante de la DRAC, il semblerait que pour 2015 nous bénéficions toujours d'une aide de l'Etat, ce qui est important.

Par ailleurs, je rappelle, Monsieur le Président, qu'à votre demande nous réfléchissons à la possibilité de conclure un pacte pour la culture avec le ministère. Je me suis donc rendu, mardi dernier, avec Marc-Daniel, au ministère. La Conseillère spéciale de la Ministre nous a reçus, Madame Da Costa, et nous avons passé deux heures avec elle pour envisager les conditions dans lesquelles nous pourrions conclure un pacte. Ce pacte a pour objet, d'une part, de cristalliser les dotations de l'Etat en la matière et d'autre part, de maintenir nos crédits. Si on observe le financement du conservatoire et des équipements culturels de la Métropole en général, on se rend compte que nous n'avons pratiquement pas diminué nos crédits. La représentante de la Ministre y a été sensible et elle a demandé aux DRAC de participer avec nous au montage du dossier. Si

nous aboutissons, nous pourrions signer un pacte pour la culture, avec le ministère, au mois de mai en compagnie d'une vingtaine de communes qui ont l'intention ou qui ont déjà contracté. Voilà où nous en sommes. En ce qui concerne le conservatoire, je crois pouvoir rassurer les parents d'élèves qui, en ce moment, se manifestent beaucoup sur les réseaux sociaux et par voie de presse. Les promesses qui ont été faites sont pour le moment tenues, le calendrier est respecté. Donc, nous avançons, il faudrait que l'on nous fasse confiance et que l'on nous harcèle un petit peu moins. Etant précisé qu'il n'y a pas que la Métropole qui est concernée par le projet du CRR.

Monsieur le Président

Merci beaucoup pour toutes ces précisions. Je dois dire que nous avons fait également une demande sur l'investissement auprès de la Région dans le cadre du contrat de plan Etat/Région. Par contre, sur le financement du fonctionnement du conservatoire, il sera, à n'en pas douter, à la charge totale de la Métropole. Le contrat pour la culture, dont bien de parler Bernard Travier, c'est très important. C'est une négociation que nous avons commencé à avoir avec le Directeur de Cabinet de Fleur Pellerin, Monsieur Bakhouch, qui est originaire de Montpellier et qui est venu nous rencontrer à la mairie. Et là-dessus, Bernard s'est rendu au ministère. L'intérêt de ce contrat, c'est que nous puissions assurer un financement pérenne sur la culture, sur trois ans, afin de pouvoir assurer un financement solide avec les fonds de l'Etat. Ce qui a été demandé dans la négociation, c'est que le problème de l'orchestre national soit dissocié du contrat. Parce qu'il y a, sur l'Orchestre national, un contrôle qui est en train d'être exécuté, après celui du ministère de la Culture, après celui de la Chambre Régionale des comptes, après les deux audits internes, il y a encore un contrôle de la Chambre Régionale des comptes. Parce que la subvention de la Métropole est la plus forte en France pour un Orchestre national, 13 millions d'euros, quand on sait que la Métropole de Toulouse finance 700 000 euros. Nous avons donc, sur ce point, une discussion entamée avec Fleur Pellerin et ses services et nous souhaitons que ça aboutisse. J'entends beaucoup de gens qui s'excitent sur les réseaux sociaux. La Métropole de Montpellier est la deuxième Métropole de France en termes de volume d'investissement sur la culture. Et c'est la deuxième, après Paris, en investissement sur le sport.

Je vais donc demander à ce que l'on fasse un schéma très simple avec un diagramme et on les mettra en boucle sur le site de la Métropole afin que les téléspectateurs puissent en être imprégnés.
Monsieur Calvat.

Monsieur CALVAT

Monsieur le Président, chers collègues. Je voulais simplement rappeler, que les années précédentes, le Département participait au financement du Conservatoire à hauteur de 32 000 euros par an, ou de l'opéra junior à hauteur de 54 000 euros par an, dans le cadre d'une convention de partenariat et de financement croisé. Et je suis à la disposition du Vice-Président Travier pour relancer ces partenariats.

Monsieur TRAVIER

J'en suis très satisfait, Monsieur le Président. Et nous vous avons certainement appelé aujourd'hui ou votre secrétariat pour vous demander de bien vouloir me recevoir.

Monsieur CALVAT

Le 12 mai.

Monsieur le Président

Préparez les dossiers et nous ferons les conclusions avec Kleber Mesquida. Parce que sur la culture, il faut que l'on rétablisse un partenariat, dans lequel j'intègre la subvention au Printemps des comédiens, que nous avons gelée, mais qui n'est pas dépensée. Elle est toujours dans les caisses de la Métropole. Nous l'avons suspendue parce que je ne pouvais pas laisser régler le sort de l'orchestre de Montpellier sans bouger, puisque le Département s'était désengagé. Nous devons avoir, avec le Département, une discussion qui est partie sur d'excellentes bases puisque, grâce aux Conseillers Départementaux de la ville de Montpellier et grâce aux bonnes relations qu'ils ont avec le Président Kleber Mesquida, nous avons pu obtenir un contrat sur les grands équipements, les grandes structurations de la Ville et de la Métropole en termes de contournement Est, Ouest et lignes de tram que nous n'avions pas préalablement. Donc, c'est important que nous soyons représentés et que nous puissions travailler en partenariat.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président. Il y a un second dossier qui est très important, qui est celui de l'enseignement de la musique, de sa répartition, de sa diffusion sur le territoire de la Métropole. Et bien évidemment, je me propose d'en parler avec Renaud Calvat, parce qu'il faut qu'on travaille ensemble sur ce dossier qui est extrê-

mement important.

Monsieur le Président

Nous vous faisons confiance. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité pour le conservatoire.

AFFAIRE N°65 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES – CONVENTION DE DEPOT DU FONDS JEAN ARNAL – AVENANT N°1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des précisions auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°66 : CULTURE – PLANETARIUM GALILEE – PASSE CAMPAGNE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES GITES DE FRANCE HERAULT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°67 : CULTURE – DOMAINE DE CASTRIES – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – AVENANT N°1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Vous connaissez l'attachement que nous avons sur le patrimoine, qu'il soit local, Régional, national. Je connais le château de Castries depuis longtemps puisque, avec la Région, nous avons, dès le début, contribué à sa restauration et à sa préservation et à sa sauvegarde. Et donc, c'est essentiellement ce qui va motiver un vote positif de notre part. Je relève quand même qu'avec l'argent de la Métropole, vous êtes quand même assez astucieux pour retaper un petit peu la maison que vous allez appeler « la maison des états généraux » pour votre super Pôle métropolitain.

Monsieur le Président

Non, ce n'est pas ça, Madame Jamet. Je vais vous dire, je rends hommage à Jacques Blanc qui a été le premier – il faut dire la vérité, c'est de l'argent public – d'autant qu'il était présent lors du Pôle métropolitain, il est venu au titre de Maire de La Canourgue et de président de la Communauté de Communes de La Canourgue. Jacques Blanc a financé le premier les toitures du château de Castries, mais aujourd'hui, c'est nous qui nous en occupons. Autre temps, autres mœurs. Et la salle des états du Languedoc était encombrée de meubles que nous avons retirés pour que nous puissions installer, comme jadis, les cathèdres et autres outils propices à la tenue des états. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°68 : CULTURE – MARCHE N°3947DC15 DE FOURNITURES DE PERIODIQUES EN LANGUE FRANCAISE ET ETRANGERES – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROPRIATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°69 : CULTURE – CONVENTIONS DE DEPOT-VENTE D'OUVRAGES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET DES ASSOCIATIONS SPECIALISEES EN ARCHEOLOGIE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°70 : CULTURE – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ADHESION AU COMITE FRANÇAIS DU BOUCLIER BLEU – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

C'est vrai que l'on peut se poser la question pourquoi Jacques Blanc était venu l'autre fois. Mais il y avait beaucoup de présidents de Communautés de communes de Lozère. Notamment Florac, Marvejols, Mende, Saint-Chély-d'Apcher, Langogne.

Affaire 70, je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°71 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – FONDS SPECIAL SPORTS - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Jean-Luc Meissonnier ? Je mets aux voix. Contre ? 1 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°72 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RESEAU DES PISCINES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – INSTALLATION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ACCESSOIRES AQUATIQUES – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Jean-Luc Meissonnier, Maire de Baillargues, Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°73 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ORGANISATION – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - APPROBATION

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier qui participera, avec moi, au premier trophée taurin, le 1^{er} mai, à Saint-Geniès-des-Mourgues. Et je vous convie à être présents dans les arènes. Et Fabien Abert sera présent aussi, c'est pour lui, qui vient de Montluçon, une sorte d'initiation. Monsieur Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Il s'agit de lancer ce premier trophée taurin au travers de neuf dates. Vous avez les villages ici sur l'écran. Donc, Saint-Geniès-des-Mourgues si le temps est de la partie, puisqu'ils annoncent peut-être de la pluie, mais le temps est capricieux et changeant. Ce trophée taurin se veut être une promotion d'un sport élite et un sport extrême. Une subvention va donc être attribuée aux différents clubs taurins qui représentent les communes de Saint-Geniès, Baillargues, Castries, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Le Crès, Lattes, Saint-Georges-d'Orques et Vendargues. Cela doit nous permettre, d'une part, de compléter la fête du taureau qui est, depuis cinq ans, accompagnée par l'ancienne Agglomération et la Métropole pour faire connaître ce sport et surtout de le différencier de la corrida puisqu'il y a encore des gens qui confondent les sites et places de nos communes pour ce qui est la course camarguaise. Donc, une promotion pour aider ce sport et puis pour en faire profiter le public de Montpellier.

Monsieur le Président

Je voudrais vous remercier, Monsieur Meissonnier parce que la Conférence de presse que nous avons faite ici même était formidablement organisée. Donc, merci à vous. Merci aussi à tous les manadiers qui étaient là, tous les amoureux de la course libre et tous les raseteurs, dont Sabri Allouani qui a remporté cette année tous les trophées, qui étaient tous présents à la Métropole. Donc, merci beaucoup. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Unanimité.

AFFAIRE N°74 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROJET DE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Madame Galabrun.

Madame GALABRUN-BOULBES

Le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée fait suite à la directive européenne inondations. Montpellier Méditerranée Métropole est donc partie prenante à ce titre, elle est consultée sur ce projet de PGRI Montpellier, Lunel, Mauguio, Palavas. Ce PGRI, qui sera réactualisé tous les six ans et qui suit le même schéma que le SDAGE, sera à coordonner avec les collectivités voisines dont la Communauté de communes du pays de Lunel et la Communauté d'Agglomération du pays de l'Or. Les grands objectifs fixés sont en parfaite adéquation avec la politique menée par la Métropole en la matière depuis plusieurs années. Je vous propose donc de donner un avis favorable.

Monsieur le Président

Qui est d'accord avec Madame Galabrun-Boulbes ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – TRAVAUX POST CRUES – COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ, FABREGUES, GRABELS, JUVIGNAC, LAVERUNE, MONTPELLIER, SAINT JEAN DE VEDAS ET SAUSSAN – PARTICIPATION FINANCIERE – APPROBATION**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Madame Galabrun ? Le montant est de 109 248 euros.

Monsieur FOURCADE

Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Président. C'est plus une proposition que je souhaiterais vous faire. Dans le cadre de la commission des risques majeurs, nous avons évoqué effectivement la prise en charge financière par la Métropole d'une partie des travaux post-crue pour les communes les plus touchées. Et la délibération de ce soir témoigne de la solidarité entre toutes les communes face à des événements climatiques particuliers. Nous avons également évoqué, avec Madame la Vice-Présidente et l'ensemble des membres, le problème lié au charriage et au transport de sédiments dans le lit du Lez lors de ces crues. En effet, avec l'endiguement du Lez, les sédiments qui jadis fertilisaient la plaine de Lattes lors des inondations transitent aujourd'hui directement jusqu'aux lagunes et se déposent aux endroits aménagés et prévus pour que le Lez sorte de son lit. Il y a notamment un tronçon du Lez qui n'est pas endigué volontairement à l'aval de la commune de Lattes pour que le fleuve en crue puisse s'épandre dans l'étang du Méjean. Evidemment, je ne remets pas en cause le fait que ce tronçon ne soit pas endigué puisque ça protège la commune. Pour autant, chaque fois que le Lez déborde, il faut veiller à la non-dégradation de la zone humide du Méjean car ces apports massifs de sédiments dans la lagune mettent en péril l'équilibre de l'écosystème de l'étang qui subit un phénomène important de comblement. Ainsi, aujourd'hui, la gestion des dépôts de ces sédiments n'est pas bordée dans le cadre de ces travaux post-crue et je vous propose que cela le soit à l'avenir, que ce soit anticipé, organisé et financé, car je le crois nécessaire et indispensable pour la sauvegarde de nos étangs et de nos zones humides.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention. Madame Galabrun.

Madame GALABRUN

Monsieur Fourcade, en effet, nous l'avons évoqué. C'est donc quelque chose qui sera fait au mois de septembre, les services me l'ont garanti. Il est donc tout à fait normal que l'on s'occupe de ce problème.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°76 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 – AVENANT N°2 AU MARCHE 8.131 DE MAITRISE D'ŒUVRE – AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur le Président**

Travaux de bouclage de la Ligne 4, Madame Gianiel.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. Je vais vous parler plus précisément du marché de maîtrise d'œuvre

qui a été confié, dans le cadre des travaux de bouclage de la Ligne 4 de tramway, au groupement Egis Rail Antoine Garcia Diaz, atelier ville et paysage et INGEROP, mandataire Egis Rail. Ce marché de maîtrise d'œuvre prévoit des primes si le coût d'objectif est atteint et des pénalités dans le cas contraire. Compte tenu du lancement, dans l'immédiat en tout cas, des seuls travaux de bouclage de la Ligne 4, il est nécessaire de redéfinir le coût d'objectif de l'opération et donc, la rémunération du maître d'œuvre qui peut ainsi et en conséquence adapter son équipe, ses moyens, à la mise en œuvre de notre projet.

Par ailleurs, cet avenant numéro 2 intègre la possibilité d'études supplémentaires liée à des modifications de programmes qui sont tout à fait possibles dans la vie, dans l'histoire d'une opération, dans l'histoire d'une infrastructure en création, il y a toujours des modifications. Je pense en particulier à des escaliers. Cet avenant prévoit également des études complémentaires demandées par la ville de Montpellier qu'il est opportun de réaliser en même temps que les travaux de bouclage de la Ligne 4 et qui sont financés par la ville. Je pense en particulier à la mise en place de pierres naturelles en remplacement des enrobés dans le cadre de la charte grand cœur, de poteaux incendie, de génie civil relatif à la mise en œuvre de containers enterrés, de sanitaires sur l'espace public. Tout autant de demandes de la ville qui sont financées par la ville.

Et cet avenant numéro 2 prévoit également des indemnités, qui étaient prévues au marché initial du marché de maîtrise d'œuvre et qui sont relatives à des frais réellement constatés.

Donc, en résumé, la rémunération totale du maître d'œuvre passe de 21 199 419 euros hors taxe, montant initialement prévu au marché à une rémunération de 14 825 327 euros hors taxe. L'avenant a fait l'objet d'une passation en commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 8 avril et qui a émis un avis favorable à la passation de cet avenant. Je vous propose donc de suivre l'avis de la commission d'appel d'offres.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°77 : TRANSPORTS ET MOBILITE – BOUCLAGE LIGNE 4 – AVENANT N°2 AU MARCHE 8.144 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIE ET AGREE POUR L'INSERTION URBAINE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°78 : VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITE – AQUARIUM MARE NOSTRUM – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – AVENANT N°3– AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires à Jean-François Audrin ? C'est l'avenant numéro 3. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté. Et merci à Monsieur Audrin de m'avoir convié pour la destruction de l'école de Saint-Georges-d'Orques dans laquelle j'ai appris à lire et à écrire. Je l'ai donc taguée et après, il va la détruire pour faire des logements sociaux.

Monsieur AUDRIN

J'espère que vous avez bien lu, dans le Midi Libre ce matin, que le Président, son papa et son ancienne institutrice ont tagué une école. Bravo !

Monsieur le Président

C'est assez jouissif, surtout que je l'ai taguée en rose.

Monsieur AUDRIN

En signant PS.

Monsieur le Président

Mes initiales. Mais c'est du rose bonbon, un peu praline. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°79 : GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE – RAPPORT ANNUEL 2014 D’ACCESSIBILITE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Madame Illaire, Maire de Cournonsec.

Madame ILLAIRE

Monsieur le Président, chers collègues. Tout d’abord, un rappel du contexte de ce rapport d’accessibilité. Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé son schéma Directeur d’accessibilité des services de transports collectifs en 2009. Dans ce cadre, la Métropole élabore un programme annuel d’actions répondant aux objectifs de ce schéma. Annuellement, la commission intercommunale pour l’accessibilité est chargée d’établir un rapport qui dresse un bilan de l’état de l’accessibilité des services de transports collectifs, élabore des propositions de nature à améliorer l’accessibilité conformément à la loi du 11 février 2005. En 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé les actions suivantes, en termes d’accessibilité des transports : La poursuite des études et des travaux de mise en accessibilité des lignes de bus. La commande de six bus GNV, gaz naturel pour véhicules qui sont accessibles aux personnes à mobilité réduite dans le cadre du programme de renouvellement du matériel roulant et qui seront livrés courant 2015. La concertation continue avec le comité de liaison et de coordination des personnes handicapées et des maladies chroniques. Il faut savoir que le réseau de tramway de la Métropole, qui transporte 80 % de la clientèle quotidienne du réseau, est entièrement accessible. Le matériel roulant, que ce soient les tramways ou les bus, en exploitation sur le réseau de Montpellier est 100 % accessible aux personnes handicapées. Près de 100 arrêts de bus ont été aménagés en 2014 pour être rendus accessibles. Et à ce jour, 76 % des arrêts de bus du réseau urbain et 42 % des arrêts du réseau suburbain sont désormais également accessibles.

L’ensemble de ces actions représente un montant de 870 000 euros TTC, bien sûr sans l’acquisition des bus. Et il est important de préciser que l’année 2014 a été marquée par des évolutions réglementaires que Montpellier Méditerranée Métropole va intégrer dans ses démarches pour permettre à chacun de se déplacer. Voilà, Monsieur le Président, une synthèse du rapport annuel 2014 d’accessibilité du réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président

Merci, Madame le Maire. Souhaitez-vous intervenir sur ce sujet ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

AFFAIRE N°80 : HORS COMMISSION – ASSOCIATION UNI’SONS – AFFECTATION D’UNE SUBVENTION – APPROBATION – CONVENTION DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Dernière affaire, puisque nous avons traité la 81 en premier. Il s’agit de l’association Uni’Sons. Je vous propose d’attribuer, comme l’an dernier, la même subvention : 20 000 euros. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adopté à l’unanimité.

Simplement, avant que vous ne partiez, il est possible que le 21 mai nous ayons un Conseil de Métropole extraordinaire pour la gestion de l’institution. Ce n’est pas du tout sur un phénomène particulier, c’est sur un timing de gestion interne de l’institution. Vous risquez donc d’être sollicités, je préférerais vous en avertir. Merci à tous.

L’ordre du jour étant épuisé la séance est levée.